

Publications statistiques - sélection

4.1 Publications liées à la crise sanitaire et ses conséquences	81
4.2 Publications multi-thèmes	87
4.3 Démographie (recensement de la population & état civil)	91
4.4 Emploi, chômage, revenus d'activité	98
4.5 Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie	105
4.6 Santé et Solidarités	113
4.7 Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur	117
4.8 Jeunesse, sport, culture	122
4.9 Logement	124
4.10 Justice et sécurité intérieure	127
4.11 Équipements et services dans les territoires	128
4.12 Prix à la consommation	128
4.13 Activité productrice et démographie des entreprises	130
4.14 Recherche et développement	134
4.15 Tourisme	135
4.16 Énergie	137
4.17 Environnement - développement durable	138
4.18 Transports	139
4.19 Agriculture	141
4.20 Finances publiques locales	143
4.21 Commerce extérieur	144
4.22 Comptabilité régionale	146

4 Publications statistiques – sélection

La liste des publications statistiques ci-après n'a pas vocation à être exhaustive.

Elle présente des publications de référence contenant des données sur au moins un DROM ou un COM, parmi les plus récentes mises en ligne principalement par le service statistique public. La sélection, nécessairement subjective, vise à donner un aperçu de la diversité des données et études existantes.

4.1. Publications liées à la crise sanitaire et ses conséquences

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Nombre de décès quotidiens](#)

Exceptionnellement, pendant la pandémie du Covid-19, l'Insee diffuse régulièrement le nombre de décès (toutes causes confondues) par jour et par région et département. Les décès sont enregistrés dans la commune où ils ont eu lieu (et non au lieu de résidence). Les statistiques diffusées sont provisoires

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*
***Source :** Chiffres détaillés – Novembre 2020*

[26 % de décès supplémentaires entre début mars et mi-avril 2020 : les communes denses sont les plus touchées](#)

La crise sanitaire liée à la propagation du Covid-19 a un impact sur le nombre total de décès. Du 2 mars au 19 avril 2020, 22 140 décès supplémentaires, soit 26 % de plus toutes causes confondues, ont eu lieu par rapport à la moyenne des décès survenus durant la même période entre 2015 et 2019. L'excédent des décès augmente nettement à partir de la semaine du 16 mars puis a tendance à se réduire à partir de la semaine du 6 avril.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*
***Source :** Insee Focus n°191 – Mai 2020*

[Les inégalités sociales face à l'épidémie de Covid-19 - État des lieux et perspectives](#)

La crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19 et ses conséquences économiques soulèvent deux enjeux majeurs en termes d'inégalités sociales. D'une part, l'exposition au risque de contamination ainsi que le risque de développer des formes graves et de décéder sont inégalement réparties dans la population. Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz le rappelle : « Covid is not an equal opportunity killer » (Stiglitz, 2020). D'autre part, la crise du Covid-19 vient ajouter un mécanisme supplémentaire et nouveau dans sa nature et son ampleur dans l'histoire des épidémies : les inégalités face au confinement.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*
***Source :** Les dossiers de la DREES n° 62 – Juillet 2020*

[Délinquance enregistrée pendant le confinement : un premier éclairage](#)

Pendant la période du premier confinement sanitaire lié à l'épidémie de Covid-19, la plupart des indicateurs des crimes et délits ont enregistré une baisse drastique de l'ordre de 70 % par rapport à la même période de 2019, tout particulièrement les vols sans violence contre les personnes (-78 %). Néanmoins, la baisse est moins prononcée pour les coups et blessures volontaires sur personnes de 15 ans ou plus (-28 %) et parmi les victimes de coups et blessures volontaires, le nombre de victimes enregistrées dans le cadre intrafamilial est même en hausse (+4 %).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SSMSI, Interstats Analyse n°28 – Juillet 2020

[Point de conjoncture national du 7 mai – Synthèse](#)

Pendant le confinement, l'activité économique française serait globalement en baisse d'un tiers par rapport à une situation normale. Qu'en est-il au niveau des régions et des départements ? Entre régions, et plus encore entre départements, les structures sectorielles de tissu productif diffèrent. Il en résulte que certaines régions apparaissent structurellement plus exposées que l'ensemble national à l'image de la Corse, d'Auvergne-Rhône-Alpes, de Île-de-France et de Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Note de conjoncture – Mai 2020

[Conditions de vie des ménages en période de confinement](#)

Les mesures du premier confinement touchent les populations de façon différenciée selon le type de logement qu'elles occupent ou la composition de leur ménage. L'Insee a souhaité rassembler différents indicateurs à l'échelle locale pour éclairer les phénomènes liés à la sur-occupation des logements, et à la spécificité des ménages concernés (familles monoparentales, enfants en bas âge, personnes seules...).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Chiffres détaillés – Avril 2020

Guadeloupe

[Au deuxième trimestre 2020, la reprise économique en Guadeloupe reste confinée](#)

Au deuxième trimestre 2020, les effets de la pandémie de Covid-19 sur l'économie guadeloupéenne se poursuivent. En effet, du fait du confinement et de la fermeture des commerces non essentiels, les effectifs salariés chutent à nouveau de 1,7 % et retrouvent ainsi un niveau comparable à celui de fin septembre 2018. Cette baisse concerne l'ensemble des secteurs de l'économie, à l'exception de l'emploi intérimaire, dont la hausse ne rattrape toutefois pas la baisse vertigineuse du premier trimestre.

Source : Insee Conjoncture Guadeloupe n°11 – Octobre 2020

[Au premier trimestre 2020, l'emploi salarié en net recul en Guadeloupe](#)

La fin du premier trimestre 2020 annonce une année difficile en Guadeloupe marquée par la pandémie de la Covid-19. En effet, l'emploi salarié chute de 2,7 %. Il retrouve son plus bas niveau depuis le quatrième trimestre 2018. Il recule également sur un an de 0,5 % après une augmentation lors des deux années précédentes.

Source : Insee Conjoncture Guadeloupe n°10 – Juillet 2020

[Un recul de l'activité économique de 20 % pendant le confinement](#)

Le 17 mars 2020, la situation inédite de confinement de la population visant à lutter contre la propagation du virus Covid-19, est à l'origine d'un recul de l'activité économique de 20 % par rapport à une situation dite « normale », sans confinement. Cette crise économique est en grande partie causée par la baisse drastique de la consommation des ménages (- 28 %).

Source : Cerom n°29 – Juin 2020

Martinique

[Au 2e trimestre 2020, l'activité économique de la Martinique reste impactée par la crise sanitaire](#)

Au deuxième trimestre, la crise sanitaire continue d'avoir des répercussions sur l'activité économique en Martinique. Les effectifs salariés reculent de 1,5 % et retombent au niveau de fin 2018, même si le léger rebond de l'intérim limite les destructions d'emplois. Les trois quarts de ces suppressions concernent le secteur tertiaire marchand (hors intérim).

Source : Insee Conjoncture Martinique n°11 – Octobre 2020

[Au premier trimestre 2020, l'emploi salarié baisse de 1,8 % en Martinique](#)

Suite à la pandémie du Covid-19, le confinement mis en place à partir du 17 mars 2020 a eu des répercussions sur l'économie. Ainsi, au premier trimestre 2020, les effectifs salariés reculent nettement en Martinique. Ils diminuent également sur un an malgré une croissance de l'emploi en 2019.

Source : Insee Conjoncture Martinique n°10 – Juillet 2020

[Un recul de l'activité économique de 20 % pendant le confinement](#)

La période inédite de confinement de la population du 17 mars au 11 mai 2020, est à l'origine d'un recul de l'activité économique estimé à -20 % en Martinique. Cet impact est essentiellement dû à la baisse drastique de la consommation des ménages (-27 %).

Source : Cerom n°30 – Juin 2020

Guyane

[La crise sanitaire continue d'impacter l'économie guyanaise](#)

Les effets de la pandémie de Covid-19 sur la conjoncture économique guyanaise continuent de se faire sentir au deuxième trimestre 2020. L'emploi salarié recule de 1,6 % sur un trimestre et de 0,6 % sur un an. La baisse concerne l'ensemble des secteurs à l'exception de ceux de la construction et de l'intérim, qui se redressent légèrement après la baisse d'activité de la fin du premier trimestre.

Source : Insee Conjoncture Guyane n°11 – Octobre 2020

[Au premier trimestre 2020, l'emploi salarié baisse de 1,2 % en Guyane](#)

Suite à la pandémie de Covid-19, le confinement mis en place à partir du 17 mars 2020 a eu des répercussions sur l'économie. Ainsi, au premier trimestre 2020, les effectifs salariés reculent en Guyane après plusieurs trimestres consécutifs de hausse. Les effectifs salariés diminuent dans tous les secteurs hormis les services non marchands. La construction est en perte de vitesse et les effectifs d'intérimaires baissent fortement. Ce trimestre est également marqué par un recul des créations d'entreprises.

Source : Insee Conjoncture Guyane n°10 – Juillet 2020

[Un recul de l'activité économique de 25 % pendant le confinement](#)

La situation inédite de confinement de la population, du 17 mars au 11 mai 2020, est à l'origine d'un recul de l'activité économique de 25 % par rapport à une situation dite « normale », sans confinement. Cette crise économique est en grande partie causée par la baisse drastique de la consommation des ménages et le report des activités spatiales.

Source : Cerom n°31 – Juin 2020

La Réunion

[L'activité s'effondre dans l'hébergement et la restauration](#)

Au 2^e trimestre 2020, à la suite de la crise sanitaire et du confinement, l'activité des hôtels et des autres hébergements collectifs touristiques réunionnais s'est très fortement réduite par rapport à l'année précédente. Au plus bas en avril et mai, elle reste quasiment à l'arrêt en juin 2020, avec 71 % de nuitées en moins par rapport à juin 2019. Seules un tiers des chambres sont occupées en juin 2020, soit deux fois moins qu'un an plus tôt.

Source : Insee Flash Réunion n°185 – Octobre 2020

[Le marché du travail réunionnais à l'épreuve de la crise sanitaire](#)

Depuis la mi-mars 2020, l'économie réunionnaise subit les conséquences de la crise sanitaire et le confinement mis en place pendant deux mois. La chute de l'activité a eu des répercussions sur le marché du travail, durement touché au 2^e trimestre 2020.

Le recours massif à l'activité partielle a certes permis de préserver la plupart des emplois à La Réunion : jusqu'à 37 % des salariés ont été concernés par ce dispositif en avril et encore 8 % fin juin. Le sous-emploi bondit ainsi pour atteindre 20 % des personnes en emploi au 2^e trimestre, soit deux fois plus qu'au dernier trimestre de 2019.

Source : Insee Conjoncture Réunion n°14 – Octobre 2020

[Nouvelle évaluation de l'impact économique de la crise sanitaire](#)

Après deux mois de confinement, l'économie réunionnaise entame un redressement progressif depuis le 11 mai. En juin, la perte d'activité économique par rapport à une situation « normale » est ainsi évaluée à 10 % à La Réunion, contre -28 % au cœur du confinement. L'activité repartirait dans l'industrie et le commerce. Les Réunionnais semblent avoir repris des pratiques plus habituelles de consommation. À l'inverse, la reprise serait plus lente dans la construction et les transports, le tourisme restant quasiment à l'arrêt.

Source : Cerom – Juillet 2020

Mayotte

[Nouvelle évaluation de l'impact économique de la crise sanitaire à Mayotte](#)

Après deux mois de confinement, la reprise s'est faite très progressivement à Mayotte à partir du 18 mai. En juin, la perte d'activité par rapport à une situation normale est estimée à 7 % contre une perte de 18 % au cœur du confinement. L'activité repartirait dans l'industrie et le commerce. À l'inverse, la reprise serait plus lente dans la construction et les transports, le tourisme restant quasiment à l'arrêt avec le gel des liaisons aériennes.

Source : Cerom – Septembre 2020

[L'impact économique immédiat de la crise sanitaire liée au Covid-19 à Mayotte](#)

L'activité économique mahoraise aurait diminué de 18 % à la suite des mesures de confinement prises pour lutter contre la pandémie mondiale du Covid-19. Bien que cette baisse soit deux fois moins forte qu'au niveau national, Mayotte n'a pas été épargnée. En effet, le secteur marchand a été touché dans la même ampleur qu'en métropole. C'est le poids important du secteur non marchand à Mayotte qui a permis d'amortir l'impact sur le PIB.

Source : Insee Conjoncture Mayotte – Juin 2020

[La précarité des conditions de vie rend difficile le respect des mesures de confinement](#)

À Mayotte, les conditions de vie très éloignées des standards métropolitains rendent difficiles le respect du confinement strict mis en place depuis le 17 mars sur l'ensemble des territoires français pour lutter contre la pandémie du Covid-19. Le respect des gestes barrières est difficile pour au moins un tiers des habitants ne disposant pas d'eau

dans leur logement. La recommandation de distanciation sociale est aussi complexe à mettre en œuvre dans le département le plus dense après ceux de l'Île-de-France.

Source : Insee Analyses Mayotte n°23 – Mai 2020

Nouvelle-Calédonie

[La crise sanitaire du Covid 19 contamine l'économie calédonienne en 2020 et surtout au-delà](#)

La crise sanitaire du Covid 19 ébranle le monde d'une manière sans précédent de par son ampleur (récession violente et simultanée dans de nombreux pays), sa nature (crise simultanée de l'offre et de la demande) et sa durée (longue et toujours incertaine). Malgré l'absence de circulation du virus, elle continue d'affecter l'économie calédonienne dont l'état de santé était déjà fragile avant l'arrivée de ce virus.

Source : Cerom – Novembre 2020

[Les impacts économiques du Covid-19 en Nouvelle-Calédonie](#)

L'ampleur de la crise Covid 19 sur le plan sanitaire et économique est encore incertaine et dépendra très largement de sa durée (localement et au niveau mondial). La période, inédite, de confinement provoque des effets directs et immédiats de pertes (création de valeur qui ne pourra plus avoir lieu), qui peuvent être évalués à ce stade dans une fourchette de 2,9 à 4,5 points du produit intérieur brut (PIB) annuel pour le mois de confinement qu'a connu la Nouvelle-Calédonie, le scénario privilégié se situant à 3,6 points.

Source : Cerom – Avril 2020

Polynésie française

[Les entreprises face à la crise en mai et juin 2020](#)

Le Cerom de Polynésie française a réalisé une enquête en ligne adressée par mail à une base de 2 400 entreprises de toutes tailles, issues de différents secteurs d'activité, hors administrations et affiliés. La collecte s'est déroulée entre le 1er et le 20 juillet 2020.

Source : Cerom – Août 2020

[Impact du Covid-19 : résultats de l'enquête auprès des entreprises](#)

Le Cerom de Polynésie française a interrogé les entreprises polynésiennes pour connaître leur sentiment quant au Covid-19, ses implications sur le mois d'avril et à plus long terme.

Source : Cerom – Juin 2020

[Covid-19 : Risques conjoncturels pour l'économie polynésienne](#)

Le Cerom polynésien publie une note de conjoncture économique concernant l'impact des mesures de confinement en lien avec le Covid-19. La publication trimestrielle

habituelle consiste en un tableau de bord d'indicateurs économiques mais la situation exceptionnelle nécessitait selon les trois directions du Cerom une publication spécifique. Si la préoccupation première est bien la situation sanitaire, mesurer le choc économique sera indispensable aux décideurs et aux acteurs économiques.

Source : Cerom – Avril 2020

[Fréquentation hôtelière Août 2020](#)

En août 2020, la fréquentation hôtelière en Polynésie française est en baisse de 57 % par rapport à août 2019. Le nombre de chambres offertes diminue de 24 % sur un an, en raison des fermetures définitives ou temporaires de 5 établissements et des ouvertures partielles pour certaines structures. En lien avec la baisse de fréquentation touristique, les ventes diminuent de 57 % sur un an.

Source : ISPF, Points Conjoncture N °43 – Août 2020

Saint-Pierre-et-Miquelon

[Tendances conjoncturelles 2e trimestre 2020](#)

Les répercussions de la crise sanitaire se font ressentir au 2e trimestre 2020 : l'investissement des entreprises est incertain et les indicateurs sectoriels sont en berne (avec un effondrement de l'activité touristique) ; cependant la consommation des ménages rebondit. Les prix à la consommation poursuivent leur hausse. Le marché du travail reste bien orienté malgré un léger fléchissement. Les nombreux recours au chômage partiel montrent une baisse de l'activité économique au cours du trimestre, et plus particulièrement au mois d'avril.

Source : IEDOM, Conjoncture économique n°631 – Septembre 2020

4.2. Publications multi-thèmes

Certaines publications abordent des thèmes différents dans une même édition. Afin d'éviter leur duplication dans les chapitres suivants et pour chaque géographie, elles sont listées ci-après.

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[L'essentiel sur... les régions](#)

L'essentiel sur... se compose de données clés, d'un jeu de 6 questions-réponses apportant des éclairages plus spécifiques sur chaque région, des précisions méthodologiques et des liens vers des publications de l'Insee ou d'autres organismes pour aller plus loin.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee – Décembre 2020

[Eurostat regional yearbook 2020](#)

Indicateurs régionaux pour les thèmes suivants: politiques régionales et priorités de la Commission européenne, population, santé, éducation et formation, marché du travail, économie, statistiques structurelles sur les entreprises, recherche et innovation, économie et société numériques, tourisme, transport et agriculture.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Eurostat – Septembre 2020

[Régions et villes illustrées](#)

Indicateurs régionaux pour les thèmes suivants: économie, population, santé, éducation, marché du travail, tourisme, économie et société numériques, agriculture, sciences et technologie, démographie.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Eurostat – 2020

[Dossier complet](#)

Évolution et structure de la population, population active, emploi et chômage, logement, diplômes – formation, tourisme, entreprises, salaires et revenus d'activité, etc. Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Chiffres détaillés – Juin 2020

[Tableau de bord régionaux de conjoncture](#)

Treize indicateurs clés régionaux, publiés trimestriellement, pour chaque région française.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Chiffres clés – Novembre 2020

[Tableau de bord des Outre-mer - 2019](#)

Le Tableau de bord des Outre-mer rassemble, dans un même document, les principaux indicateurs structurels et conjoncturels communs aux géographies d'intervention des Instituts d'émission, soit l'ensemble des départements et collectivités d'outre-mer. Organisé par type de données, il permet de visualiser les trajectoires comparées à moyen ou long terme des différentes géographies, regroupées par bassin océanique.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : IEDOM – 2020

[Tableau de bord économique](#)

Trimestriel – principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques – Cinq DROM, Nouvelle-Calédonie et Polynésie française.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*

***Source :** Cerom – 2020*

[Statistiques locales](#)

De la région à la commune, des centaines d'indicateurs accessibles par thème. Possibilité de visualisation par carte ou tableau.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

***Source :** Insee, statistiques locales - 2020*

[Bilan économique régional 2019](#)

Les bilans économiques régionaux présentent les principales données économiques par thématique : emploi, chômage, transports, tourisme, création d'entreprises, construction. Des thèmes propres à chaque région complètent ces panoramas.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

***Source :** Insee Conjoncture – Juin 2020*

[Panorama statistique : jeunesse, sport, cohésion sociale](#)

Ce Panorama est un mémento annuel présentant des données départementales et régionales sur la démographie, la pauvreté, l'immigration et l'intégration, la précarité et l'exclusion, la cohésion sociale, le handicap et la dépendance, le logement et l'hébergement, la jeunesse, l'enfance et la protection de l'enfance, le sport, les diplômes délivrés des professions sociales, de la santé, du sport et de l'animation socio-culturelle et enfin, l'emploi dans les domaines associatif et sportif.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

***Source :** DREES, MEDES, DRJSCS – Mars 2020*

Guadeloupe

[Rapport annuel 2019](#)

Situation économique et financière.

***Source :** IEDOM – Édition 2020*

Martinique

[Rapport annuel 2019](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Édition 2020

La Réunion

[Rapport annuel 2019](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Édition 2020

Guyane

[Rapport annuel 2019](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Édition 2020

Saint-Barthélemy

[Rapport annuel 2019](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Édition 2020

Saint-Martin

[Rapport annuel 2019](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Édition 2020

Saint-Pierre-et-Miquelon

[Rapport annuel 2019](#)

Situation économique et financière.

Source : IEDOM – Édition 2020

Polynésie française

[Bilan macro-économique 2008-2018 : Une crise économique profonde et un modèle à renouveler](#)

La Polynésie française est aujourd'hui un pays qui, malgré ses handicaps structurels, a réussi grâce à une croissance forte à se moderniser, à se diversifier, à créer des

emplois, à développer santé et éducation, et à augmenter de manière significative son niveau de vie. La crise de 2008 et celle de 2020 montrent à quel point la dynamique de croissance est fragile et le chemin qui reste à parcourir pour limiter les effets des chocs externes sur l'économie locale.

Source : Cerom – Octobre 2020

4.3. Démographie (recensement de la population & état civil)

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Il existe de nombreuses données disponibles sur le recensement de la population et l'état-civil sur le site Insee.fr. Parmi celles-ci :

[Mariages 2018](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Insee résultats – Février 2020

[Populations légales](#)

Dernier recensement de la population par région, département, arrondissement, canton et commune, collectivité d'outre-mer et liens pour accéder aux résultats de Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna

Source : Insee, chiffres détaillés – Décembre 2020

[Taux de natalité, âge moyen de la mère à la naissance en 2019 et nombre de naissances en 2018](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2020

[Taux de mortalité en 2019 et nombre de décès en 2018](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2020

[Naissances et décès domiciliés 2014-2019](#)

État civil – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, chiffres détaillés – Septembre 2020

[Naissances et décès 2019](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Insee résultats – Octobre 2020

[Indicateur conjoncturel de fécondité en 2019](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2020

[Recensement de la population](#) – Résultats 2017 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... plus de 70 accès possibles sur le site Insee.fr, parmi lesquels :

- [Évolution et structure de la population](#)
- [Couples -familles - ménages](#)
- [Étrangers - immigrés](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2020

[Les mobilités résidentielles en France : tendances et impacts territoriaux](#)

Aux échelles régionales et départementales, les mobilités résidentielles accroissent les disparités de dynamisme entre les territoires. Dans le Nord et l'Est et dans les départements d'outre-mer, le déficit d'attractivité perdurant modifie même la structure de la population (vieillesse, départ des plus diplômés).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : CGET, rapport de l'observatoire des territoires – janvier 2019

[Espérance de vie en 2019](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres-clés – Mars 2020

[610 000 personnes sont décédées en France en 2018, dont la moitié dans le département où elles sont nées](#)

En 2018, 610 000 personnes sont décédées en France, soit le niveau le plus élevé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La moitié de ces personnes sont décédées dans leur département de naissance. La part des décès dans le département de naissance est bien plus élevée dans les DOM.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Focus n°163 – Octobre 2019

Guadeloupe

[387 629 habitants au 1^{er} janvier 2018](#)

Au 1^{er} janvier 2018, 387 629 personnes vivent en Guadeloupe. Depuis 2013, l'archipel a enregistré une baisse de sa population de 0,7 % par an, soit près de 14 500 habitants de moins. Cette baisse de la population s'explique par un plus grand nombre de départs d'habitants que d'arrivées sur le territoire et par un faible excédent naturel. Les communes de Baie-Mahault et Lamentin sont les plus dynamiques en termes de croissance démographique. Les populations de Basse-Terre, Saint-François et les Abymes accusent au contraire un repli marqué.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°142 – Décembre 2020

[Bilan démographique - Déficit migratoire et hausse des décès : la Guadeloupe perd des habitants](#)

Au 1^{er} janvier 2019, la population de la Guadeloupe est estimée à 381 300 habitants. En 2018, une légère hausse des naissances survient après six années de baisse. L'indicateur conjoncturel de fécondité progresse et s'établit à 2,03 enfants par femme. Durant cette même année, 3 260 personnes sont décédées, soit 140 de plus qu'en 2017.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°131 – Janvier 2020

Martinique

[368 783 habitants au 1^{er} janvier 2018](#)

Au 1^{er} janvier 2018, 368 783 personnes résident en Martinique, soit 16 768 personnes de moins qu'en 2013. La baisse de 0,9 % par an depuis 2013 s'explique par des départs du territoire plus nombreux que les arrivées, malgré un solde naturel positif mais en net recul. Les communes du Nord sont les plus touchées par ce déclin démographique. Bien que Fort-de-France soit la commune la plus peuplée, elle est également celle qui perd le plus d'habitants.

Source : Insee Flash Martinique n° 143 – Décembre 2020

[La Martinique face au vieillissement de la population : hausse importante du nombre de seniors dépendants à l'horizon 2030](#)

En 2016, en Martinique, les seniors de 60 ans et plus représentent 25 % de la population. En 2030, ils seraient 40 %. Sous l'effet du vieillissement, la population dépendante continuerait de croître. Les femmes, ayant une espérance de vie plus longue, seraient plus touchées par la dépendance. Face à ce vieillissement, la prise en charge financière et médicale de la dépendance sera un enjeu majeur pour la région.

Source : Insee Analyses Martinique n°40 – Octobre 2020

[Bilan démographique - Le départ des jeunes à l'origine du déclin démographique](#)

Au 1^{er} janvier 2019, 363 480 personnes vivent en Martinique. Le solde naturel est légèrement positif. Pour autant, la Martinique perd des habitants chaque année. Le départ des jeunes, qui entraîne un solde migratoire fortement déficitaire et le faible taux de natalité y contribuent. L'espérance de vie reste stable en 2018. Par ailleurs, le nombre de mariages baisse et plus de la moitié des enfants mineurs vivent dans une famille monoparentale.

Source : Insee Flash Martinique n°132 – Janvier 2020

Guyane

[276 128 habitants au 1^{er} janvier 2018](#)

Au 1^{er} janvier 2018, 276 128 personnes résident en Guyane. C'est la région de France (hors Mayotte) où la croissance démographique est la plus forte. La population s'accroît en moyenne de 2,5 %, soit 6 400 habitants de plus chaque année, entre 2013 et 2018. Cette croissance démographique, portée par le solde naturel, est inégalement répartie sur le territoire. Elle profite principalement à deux intercommunalités, la communauté d'agglomération du Centre littoral et la communauté de communes de l'Ouest guyanais. La population de la communauté de communes des Savanes diminue.

Source : Insee Flash Guyane n°131 – décembre 2020

[Bilan démographique - Une croissance démographique toujours soutenue](#)

La population Guyanaise est estimée à 283 540 habitants au 1^{er} janvier 2019. La croissance démographique est la plus élevée des régions d'Outre-Mer après Mayotte. En Guyane, outre un taux de mortalité bas, la moitié des résidents a moins de 25 ans. Cette jeunesse de la population s'explique par un taux de natalité élevé. Par ailleurs, la Guyane reste une terre d'accueil pour certaines nationalités.

Source : Insee Flash Guyane n°121 – Janvier 2020

La Réunion

[856 000 habitants au 1er janvier 2018](#)

Au 1er janvier 2018, 855 961 personnes résident à La Réunion. La population augmente de 0,5 % en moyenne par an depuis 2013, un peu plus vite qu'en France métropolitaine (+ 0,4 %). La croissance démographique est portée par le solde naturel, marqué par un excédent des naissances sur les décès, mais qui s'infléchit quelque peu. Elle est aussi freinée par des départs à présent plus nombreux que les arrivées. La croissance démographique de l'île est ainsi moins forte qu'entre 2008 et 2013. Elle est vive au Nord, mais s'infléchit à l'Est et dans le Sud, tandis que la population reste stable dans l'Ouest. La population stagne dans sept communes et baisse sensiblement dans trois autres.

Source : Insee Flash Réunion n°191 – décembre 2020

[Un enfant sur dix dans une famille recomposée](#)

À La Réunion en 2018, la moitié des enfants de moins de 18 ans vivent dans une famille « traditionnelle », avec leurs deux parents et leurs éventuels frères et sœurs. 38 % des enfants vivent dans une famille monoparentale et n'ont alors qu'un seul parent à leurs côtés. Enfin, 10 % vivent dans une famille recomposée : soit avec un parent et un beau-parent, soit avec leurs deux parents et des demi-frères et demi-sœurs.

Source : Insee Flash Réunion n°171 – Janvier 2020

[Baisse des naissances et légère hausse des décès en 2019](#)

En 2020, 860 000 personnes vivent à La Réunion. La population continue de croître à un rythme supérieur à celui de la métropole : +0,5 % par an entre 2010 et 2020, contre +0,3 %. Le solde naturel, différence entre les naissances et les décès, reste le moteur de la croissance démographique. Il baisse en 2019 sous l'effet conjugué d'un recul des naissances et d'une légère hausse des décès. La fécondité reste élevée et nettement supérieure à celle de la métropole. L'espérance de vie progresse.

Source : Insee Flash Réunion n°188 – Décembre 2020

Mayotte

[Les naissances au plus haut comme en 2017](#)

En 2019, 9 770 enfants sont nés de mères domiciliées à Mayotte. Après une légère baisse en 2018, le nombre de naissances retrouve ainsi le niveau record de 2017. La fécondité reste élevée. Elle est portée par les mères de nationalité étrangère, comorienne pour la plupart, qui donnent naissance aux trois quarts des bébés nés en 2019, comme les trois années précédentes. Un nouveau-né sur deux a un père de nationalité étrangère, et un peu plus d'un sur deux a au moins un de ses parents Français.

Source : Insee Flash Mayotte n°108 – Août 2020

[Entre 440 000 et 760 000 habitants selon l'évolution des migrations](#)

À l'horizon 2050, entre 440 000 et 760 000 habitants vivraient à Mayotte selon différents scénarios étudiés. La croissance de la population serait alimentée en grande partie par la natalité. Elle serait plus ou moins importante selon les hypothèses sur les migrations, les femmes natives de l'étranger résidant à Mayotte ayant une fécondité bien plus élevée que les femmes natives de Mayotte.

Source : Insee Analyses Mayotte n°26 – Juillet 2020

[Trois couples sur dix sont mixtes](#)

En 2017, la moitié des habitants de Mayotte de 14 ans ou plus vivent en couple sous le même toit. Comme cinq ans plus tôt, trois couples sur dix sont mixtes, unissant une personne née à l'étranger et une personne née à Mayotte ou ailleurs en France. Cette mixité est trois fois plus fréquente qu'en métropole. Les femmes vivent moins souvent en couple que les hommes.

Source : Insee Flash Mayotte n°106 – Juillet 2020

[Recensement de la population 2017 : familles, ménages, nationalités, population](#)

Données communales

Source : Insee, chiffres détaillés – Février 2020

Polynésie française

[La population en Polynésie française à horizon 2030](#)

Si les tendances démographiques observées se poursuivent à l'identique, la Polynésie française comptera, au 31 décembre 2030, 284 000 habitants, soit une augmentation de 5 000 personnes sur la prochaine décennie. Cette projection de population dépend des hypothèses de fécondité, de migration et de mortalité retenues. Cependant, à l'horizon 2030, la structure de la population par âge dépend faiblement de ces hypothèses et la part des plus âgés va continuer à progresser au détriment des plus jeunes.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1212 – Août 2020

[Bilan démographique 2019](#)

En 2019, la population continue d'augmenter pour atteindre 278 400 personnes résidentes en Polynésie française au 31 décembre, soit un accroissement de +0,4 %. Le ralentissement de la croissance est dû à la baisse de la natalité et au déficit migratoire. La structure de la population évolue : en effet la part de personnes de 75 ans et plus augmente alors que celle des moins de 20 ans diminue.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1207 – Juillet 2020

[Mobilités résidentielles en 2017](#)

Les pratiques de mobilité résidentielle en Polynésie française témoignent d'un changement de tendance depuis 2012. Parmi les 276 000 personnes vivant en Polynésie française en 2017, 67 000 ont changé au moins une fois de résidence en cinq ans, un chiffre en diminution par rapport à la période inter-censitaire précédente.

Source : Ispf, Points Forts Études n°4 – Mars 2019

Nouvelle-Calédonie

[La croissance démographique fléchit nettement en Nouvelle-Calédonie entre 2014 et 2019](#)

En 2019, 271 400 habitants vivent en Nouvelle-Calédonie. Depuis 2014, la population a augmenté de 2 600 personnes. La croissance démographique est nettement plus faible qu'auparavant : +0,2 % par an entre 2014 et 2019 contre +1,8 % entre 2009 et 2014. Ce fléchissement s'explique principalement par une hausse des départs, conjuguée à une baisse des arrivées.

Source : Isee, Synthèse n°45 / Insee Première n° 1823 – Octobre 2020

Wallis-et-Futuna

[Wallis-et-Futuna : la population continue de baisser, mais plus modérément](#)

Près de 11 600 personnes vivent à Wallis-et-Futuna en 2018, soit 5,2 % de moins qu'en 2013. Toutefois, cette baisse est nettement moins forte qu'au cours des dix années précédentes. L'évolution de la population est très différente dans les deux îles, distantes de 230 kilomètres : -2,9 % pour Wallis et -10,7 % pour Futuna entre 2013 et 2018. Les personnes qui quittent le territoire sont plus nombreuses que celles qui s'y installent, notamment parmi les jeunes.

Source : Insee Première n° 1775 – Septembre 2019

Saint-Martin

[Recensement de la population 2017 : couples-familles, ménages, nationalités-immigration, population](#)

Données communales

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2020

Saint-Barthélemy

[Recensement de la population 2017 : couples-familles, ménages, nationalités-immigration, population](#)

Données communales

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2020

Saint-Pierre-et-Miquelon

[Recensement de la population 2017 : couples-familles, ménages, nationalités-immigration, population](#)

Données communales

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2020

4.4. Emploi, chômage, revenus d'activité

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Recensement de la population](#) – Résultats 2017 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités... :

- [Population active, emploi et chômage au sens du recensement](#)
- [Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Chiffres-détaillés – Juin 2020

[Principaux indicateurs sur l'emploi, le chômage et l'activité par DOM en 2019](#)

Le fichier proposé en téléchargement offre de nombreux tableaux sur l'emploi, le chômage et l'activité pour les DOM.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Chiffres détaillés – Mai 2020

[Dispositifs d'insertion et de formation professionnelle](#)

La base de données fournit des indicateurs sur les contrats aidés, la garantie jeune, l'entrée en formation, en apprentissage, etc.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Dares – site des politiques de l'emploi – 2020

[Taux de chômage localisés par sexe et âge en moyenne annuelle en 2019](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee Chiffres-clés – Mai 2020

[La mobilité géographique des fonctionnaires civils](#)

En 2016, 2,9 % des fonctionnaires civils ont été mobiles géographiquement, cela représente 108 000 agents qui ont changé de lieu de travail et de zone d'emploi. Ce taux diminue de 0,1 point après avoir augmenté de +0,4 point en 2015 et de +0,1 point en 2014. Sur la période 2014-2016, le nombre de fonctionnaires mobiles géographiquement est relativement stable et, en moyenne, de 106 600 agents par an.

Encadré 4 : La mobilité géographique dans les DOM.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion
Source : SDessj, Point Stat – Mars 2019

[L'emploi dans la fonction publique en 2018](#)

Au 31 décembre 2018, 5,56 millions d'agents travaillent au sein de la fonction publique en France métropolitaine et dans les DOM (hors Mayotte), en hausse de 0,7 % sur un an. À ces agents publics s'ajoutent 78 600 contrats aidés. Comme en 2017, la hausse de l'emploi public s'explique notamment par le passage sous statut de contractuel de droit public, au sein du même versant, de 31 400 contrats aidés présents fin 2017. En prenant en compte la baisse du nombre de bénéficiaires de contrats aidés (-60 200), l'emploi chez les employeurs publics baisse de 0,4 %

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Polynésie française
Source : SDessj, Point Stat – Juin 2020

[En 2018, les effectifs dans la fonction publique territoriale baissent sous l'effet du fort repli des contrats aidés](#)

Le nombre d'agents de la fonction publique territoriale a baissé de -0,8 % entre fin 2017 et fin 2018. Hors contrats aidés, les effectifs progressent de 0,7 %, tandis que le nombre de contrats aidés chute de 43,1 %. En parallèle, le nombre de contractuels augmente et celui des fonctionnaires se stabilise.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte
Source : DGCL, Bis n°142 – Janvier 2020

[Estimations trimestrielles d'emploi salarié et évolutions par grand secteur d'activité](#)

Comparaisons régionales et départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion
Source : Insee Chiffres-clés – 2020

[Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi](#)

Comparaisons régionales et départementales.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion
Source : Insee Chiffres-clés – 2020

[Les organismes de services à la personne en Guadeloupe, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy en 2017](#)

Le nombre de structures recensées comme Organisme de Services à la Personne (OSP) s'établit à 280 en 2017 en Guadeloupe, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy (265 en 2016 et 306 en 2015). 196 organismes sont déclarés non agréés et 84 sont déclarés agréés (respectivement 190 et 75 en 2016). L'agrément concerne désormais les structures opérant à destination des personnes « fragiles ».

Territoires : Ensemble de Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Source : Dieccte Guadeloupe – Décembre 2019

[Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2020](#)

Données par région.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : SDessi – Décembre 2020

Guadeloupe

[Cinq zones d'emploi en Guadeloupe](#)

La Région Pointoise, l'Est Grande-Terre, le Sud Basse-Terre, la Côte sous le Vent et Marie-Galante constituent les 5 zones d'emploi de Guadeloupe. Les économies de Marie-Galante et de l'Est Grande-Terre sont particulièrement orientées vers l'agriculture. Les services de proximité et les fonctions administratives sont fortement implantés dans chacune des zones d'emploi. À l'exception de la Région Pointoise, la part de l'emploi dans les 10 plus gros établissements publics est conséquente.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°138 – Septembre 2020

[En 2019, la moitié des Guadeloupéens âgés de 15 à 64 ans sont en emploi](#)

En 2019, la population active recule en Guadeloupe et s'établit à 150 600 personnes. Le chômage, élevé structurellement, concerne 21 % de la population active. Le taux d'emploi des femmes jusqu'à 10 ans après la sortie des études est supérieur à celui des hommes. Le halo autour du chômage touche 11 % des Guadeloupéens âgés de 15 à 64 ans. Une personne en emploi sur dix est en sous-emploi.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°42 – Avril 2020

[Le marché du travail en 2019 en Guadeloupe](#)

Fin 2019, les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) de catégorie A et ABC diminuent de 8,0 % et 6,9 % respectivement sur un an en Guadeloupe. Les entrées à Pôle emploi ont en effet été sensiblement moins nombreuses que les sorties. Le nombre d'inscrits s'établit à 49 980 en catégorie A, 60 261 en catégories ABC. Toutes les catégories de DEFM selon l'âge sont en baisse en 2019, des plus jeunes (moins de 25 ans) aux seniors (50 ans et plus).

Source : Dieccte Guadeloupe n°125 – Mai 2020

Martinique

[Six zones d'emploi en Martinique](#)

Le Sud, le Sud-Caraïbe, le Centre-Atlantique, le Centre agglomération, le Nord-Atlantique et le Nord-Caraïbe constituent les six zones d'emploi de la Martinique. L'économie du sud est orientée vers le tourisme tandis que l'agriculture domine au nord. Le Centre agglomération attire les actifs des zones d'emplois adjacentes. En Martinique, les établissements de moins de 10 salariés concentrent une part importante de l'emploi, notamment dans le Sud-Caraïbe.

Source : Insee Flash Martinique n°139 – Septembre 2020

[Le chômage recule en Martinique](#)

En 2019, la population active est stable en Martinique. Le chômage recule sur un an et concerne 15 % de la population en âge de travailler. Cette baisse du chômage est en lien avec une création d'emplois favorable sur l'année. Si la situation des femmes à la sortie des études est plus favorable que celle des hommes, la tendance s'inverse avec l'ancienneté professionnelle.

Source : Insee Analyses Martinique n°38 – Avril 2020

Guyane

[Trois zones d'emploi en Guyane](#)

L'Ouest-guyanais, les Savanes et l'Est-littoral sont les trois zones d'emploi de Guyane. Dans ces zones hétérogènes, les activités liées à la construction, à l'administration, à l'éducation et à la formation sont prépondérantes. L'économie est dépendante des gros établissements publics dans les trois zones et également privés pour la zone des Savanes.

Source : Insee Flash Guyane n°129 – Septembre 2020

[Quatre Guyanais sur dix âgés de 15 à 64 ans occupent un emploi](#)

En 2019, quatre Guyanais sur dix âgés de 15 à 64 ans sont en emploi et un sur dix est au chômage. Le reste de la population est composé de personnes inactives telles que les étudiants, les retraités ou celles sans activité professionnelle. Le taux d'activité (personnes en emploi ou au chômage) est de 54 %. Il est inférieur à ceux de Guadeloupe et de Martinique et s'explique par la moindre participation des femmes au marché du travail ainsi que par la jeunesse de la population.

Source : Insee Flash Guyane n°126 – Avril 2020

[La croissance de l'emploi reste faible en regard de la démographie](#)

Depuis dix ans, le nombre d'emplois augmente significativement en Guyane, mais moins rapidement que la population en âge de travailler. Ces hausses d'emplois sont inégalement réparties sur le territoire guyanais.

Source : Insee Flash Guyane n°115 – Septembre 2019

[Un parcours difficile marqué par les inégalités](#)

En Guyane, une part importante des jeunes est éloignée du marché de l'emploi. Le niveau de diplôme reste faible et inadapté aux besoins du marché du travail. L'éloignement de l'emploi est plus important pour les moins diplômés, pour les jeunes d'origine étrangère et pour ceux qui vivent loin des principales agglomérations. Presque quatre néo-bacheliers sur dix quittent le département.

Source : Insee Analyses Guyane n°40 – Juillet 2019

La Réunion

[Des zones d'emploi moins différenciées qu'aux Antilles](#)

La Réunion est découpée en quatre zones d'emploi, une partition du territoire adaptée aux diagnostics économiques locaux. Ces zones sont d'attractivité variable pour les personnes en emploi. Le Nord offre plus d'emplois qu'il ne comprend de personnes en emploi et la plupart des résidents en emploi y travaillent. L'Ouest et le Sud comptent autant d'emplois que d'actifs en emploi, tandis que les personnes en emploi vivant dans l'Est doivent plus souvent qu'ailleurs travailler hors de leur zone d'emploi de résidence.

Source : Insee Flash Réunion n°183 – Septembre 2020

[Moins de chômage, plus d'inactivité](#)

En 2019, à La Réunion, le taux de chômage s'établit à 21 %, en baisse de 3 points par rapport à 2018. Cette baisse ne s'accompagne pas d'une augmentation du taux d'emploi, mais de sorties plus fréquentes du marché du travail. Ainsi, pour la quatrième année consécutive, la population active diminue : le taux d'activité recule de 4 points pour s'établir à 59 % en 2019.

Source : Insee Flash Réunion n°175 – Avril 2020

[10 ans après la crise de 2007-2008 à la Réunion - Le chômage retrouve en 2018 son niveau d'avant la crise](#)

Dix ans après la crise économique mondiale de 2007-2008, le chômage au sens du BIT se situe au même niveau à La Réunion : 24 % des actifs en 2018, soit près de trois fois plus qu'en métropole. Après avoir augmenté jusqu'à 30 % entre 2008 et 2013 du fait des conséquences négatives de la récession économique sur l'emploi, il a nettement chuté pour atteindre un point bas de 22 % en 2016. Il est ensuite remonté à 24 % en 2018.

Source : Cerom - Novembre 2019

Mayotte

[Un taux de chômage à 30 %](#)

Au 2^e trimestre 2019, 22 500 personnes sont au chômage à Mayotte. Le taux de chômage s'élève à 30 %, comme en 2017 et en 2016. Mayotte est le département français où le taux de chômage est le plus élevé. Les jeunes, les femmes et les natifs de l'étranger demeurent les plus touchés par le chômage. Pour les natifs de Mayotte, le chômage recule par rapport à 2017.

Source : Insee Flash Mayotte n°98 - Novembre 2019

[Un emploi pour trois adultes](#)

En 2018, parmi les habitants de Mayotte âgés de 15 à 64 ans, un tiers seulement sont en emploi. Un autre tiers souhaite travailler, le tiers restant étant majoritairement étudiants, femmes et hommes au foyer. Même si cette situation est inchangée par rapport à 2009, les créations d'emplois ont été importantes ces dix dernières années, notamment dans la fonction publique d'État.

Source : Insee Flash Mayotte n°93 - Septembre 2019

[L'emploi à Mayotte en 2017 : secteurs d'activité et localisation](#)

À Mayotte, en 2017, moins d'un tiers des personnes en âge de travailler occupent un emploi, contre les deux tiers en métropole. Le faible développement du secteur marchand explique pour partie cette situation, tandis que le secteur non marchand offre quasiment autant d'emplois qu'en France métropolitaine. Rares à Mayotte, les emplois sont aussi plus souvent précaires qu'au niveau national, surtout pour les femmes, les jeunes et les personnes nées à l'étranger.

Source : Insee Analyses Mayotte n°20 - Septembre 2019

Polynésie française

[Bilan de l'emploi en 2018](#)

En 2018, les effectifs salariés annuels moyens déclarés à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) ont augmenté de 1 500 emplois pour atteindre 64 700 emplois. La

progression est de 2,3 %, identique à celle observée en 2017. Sur un an, l'effectif moyen en équivalent temps plein croît de 2,8 % par rapport à 2017.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1198 – Mai 2020

[En 2018, un Polynésien sur deux est en emploi](#)

En 2018, en Polynésie française, 95 100 personnes occupent un emploi, soit un taux d'emploi de 51,9 %. Les personnes désireuses d'avoir un emploi sont au nombre de 39 400, dont 16 200 sont au chômage au sens économique (BIT), soit un taux de chômage de 14,5 %. Les personnes peu diplômées et les femmes ont un accès à l'emploi difficile. Dans la population en emploi, un individu sur quatre est non salarié et la précarité est très marquée chez les plus jeunes.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1193 – Janvier 2020

Nouvelle-Calédonie

[Enquête Forces de Travail 2019 : Lorsqu'elles sont en emploi, les femmes sont plus diplômées que les hommes, pourtant elles vivent des situations de travail plus précaires](#)

En Nouvelle-Calédonie en 2019, les femmes sont concernées selon la même proportion que les hommes par les situations d'étude, de chômage ou par le halo autour du chômage. Par contre, elles sont moins présentes que les hommes dans l'emploi au profit des situations autres d'inactivité. Selon l'âge, leur positionnement varie. En activité, elles vivent des conditions d'emploi plus précaires que les hommes. Lorsqu'elles ne souhaitent pas travailler, leurs raisons diffèrent sensiblement de celles des hommes.

Source : Isee, Synthèse n°46 - décembre 2020

[Entre 2013 et 2019, les salaires calédoniens ont progressé plus vite que l'inflation](#)

En 2019, tous secteurs confondus, le salaire net moyen s'établit à 342 000 F. CFP par mois, en équivalent temps plein. Entre 2013 et 2019, il a augmenté de 0,4 % par an. Toutefois de nombreuses disparités persistent. La catégorie socioprofessionnelle (CSP) et l'âge, comme indicateur de l'expérience professionnelle et de l'ancienneté sont les premiers facteurs explicatifs. Le secteur joue également un rôle important.

Source : Isee, Synthèse n°43 – Août 2020

[Le taux de chômage se replie à 10,9 % en 2019](#)

En Nouvelle-Calédonie en 2019, 113 200 personnes âgées de 15 ans ou plus occupent un emploi. 85 % d'entre elles occupent un emploi salarié, pérenne dans deux tiers des cas (contrat à durée indéterminée). Le taux de chômage, mesuré selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), s'élève à 10,9 % : il concerne 13 900 chômeurs.

Source : Isee, Synthèse n°42 – Juin 2020

Wallis-et-Futuna

[Demandes d'emplois de Wallis-et-Futuna](#)

Répartition des demandeurs d'emplois de 2007 à 2018

Source : Stsee – Mars 2019

Saint-Martin

[Recensement de la population 2017 : activité des résidents, emploi au lieu de travail, déplacements domicile-travail](#)

Données communales

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2020

Saint-Barthélemy

[Recensement de la population 2017 : activité des résidents, emploi au lieu de travail, déplacements domicile-travail](#)

Données communales

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2020

Saint-Pierre-et-Miquelon

[Recensement de la population 2017 : activité des résidents, emploi au lieu de travail, déplacements domicile-travail](#)

Données communales

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2020

4.5. Niveau de vie, pauvreté, inégalités, conditions de vie

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Une pauvreté marquée dans les DOM, notamment en Guyane et à Mayotte](#)

En 2017, les habitants des DOM ont globalement un niveau de vie plus faible qu'en métropole et les inégalités sont plus marquées, surtout en Guyane et bien plus encore à Mayotte. Le taux de pauvreté monétaire au seuil national est deux à quatre fois plus élevé dans les DOM historiques qu'en France métropolitaine, et cinq fois plus à Mayotte. Les chômeurs, les personnes non diplômées, les jeunes et les familles monoparentales sont les plus touchés par la pauvreté.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Première - n°1804 – Juillet 2020

[En 2017, les dépenses de consommation des ménages des DOM sont moindres qu'en métropole](#)

Les ménages ultramarins consomment moins que ceux de la métropole. Les disparités de dépenses selon le revenu et le profil des ménages y sont plus prononcées. Ainsi, les familles monoparentales et les couples sans enfant ont un niveau de consommation qui s'écarte davantage de la moyenne qu'en métropole. Les principaux postes de dépenses sont identiques dans les DOM et en métropole. Cependant, leur hiérarchie diffère.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee Focus - n°180 – Janvier 2020

[Principaux résultats sur les revenus et la pauvreté des ménages en 2017 – Dispositif Fichier localisé social et fiscal \(Filosofi\)](#)

Territoires : La Réunion, Martinique
Source : Insee, base de données – Juin 2020

[Données carroyées – Filosofi 2015](#)

Territoires : La Réunion, Martinique
Source : Insee, base de données – Juillet 2019

[Dans les DOM, une insatisfaction plus fréquente vis-à-vis des conditions matérielles amoindrit la satisfaction dans la vie](#)

En 2018, les personnes âgées de 16 ans ou plus vivant dans les DOM historiques, se déclarent moins souvent satisfaites de la vie qu'elles mènent actuellement que celles de France métropolitaine. Les habitants de La Réunion expriment un degré de satisfaction plus élevé que dans les autres DOM. Dans tous les territoires, le niveau de satisfaction dans la vie dépend avant tout de l'appréciation de sa situation financière et de ses conditions de logement. Une moindre satisfaction vis-à-vis de ces éléments dans les DOM explique en partie l'écart avec la métropole.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion
Source : Insee Focus n°220 – Décembre 2020

[L'équipement courant des ménages des DOM proche de ceux de métropole, hormis à Mayotte](#)

En 2017, la plupart des équipements électroménagers les plus courants sont aussi répandus dans les DOM historiques (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion) qu'en métropole. Les équipements numériques sont largement présents, surtout le téléphone portable, aussi fréquent qu'en métropole. La hiérarchie des taux d'équipement à Mayotte est voisine de celle des autres territoires, mais avec un niveau inférieur quel que soit l'équipement considéré.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee Focus - n°181 – Janvier 2020

[L'accès au numérique pour les ménages des DOM : les jeunes bien connectés](#)

En 2017, l'équipement et l'accès au numérique dans les DOM sont proches de ceux de la métropole. La fréquence d'utilisation d'Internet dans les DOM demeure plus faible qu'en métropole. Les différences dans l'accès et l'utilisation selon l'âge, la catégorie sociale ou le diplôme y sont semblables, à ceci près qu'elles sont plus prononcées dans les DOM pour les plus âgés et les moins diplômés.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique

Source : Insee Focus n°159 – Juin 2019

[Accès et usages des ménages des DOM aux technologies de l'information et de la communication en 2017](#)

En 2017, l'équipement et l'accès au numérique dans les DOM sont proches de ceux de la métropole. La fréquence d'utilisation d'Internet dans les DOM demeure plus faible qu'en métropole. Les différences dans l'accès et l'utilisation selon l'âge, la catégorie sociale ou le diplôme y sont semblables, à ceci près qu'elles sont plus prononcées dans les DOM pour les plus âgés et les moins diplômés.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique

Source : Chiffres détaillés – Juin 2019

[La part des femmes dans les conseils municipaux augmente et atteint 42,4 % après les élections en 2020](#)

La proportion de femmes dans les conseils municipaux (maires, adjoints, autres conseillers) est de 42,4 % au lendemain des élections municipales de 2020. Les dernières élections n'ont pas bouleversé les disparités géographiques. La proportion de femmes parmi les maires reste faible en Corse et en Martinique. Elle diminue en Seine-Saint-Denis, dans le Val-de-Marne, en Guadeloupe et en Corse. Elle reste élevée dans l'Yonne et dans le Cher, et augmente fortement à La Réunion, où elle était très faible avant les élections, et en Vendée.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion

Source : DGCL, Bis n° 145 – Septembre 2020

Guadeloupe

[En Guadeloupe, deux personnes sur cinq sont en privation matérielle et sociale](#)

En 2018, 41 % de la population en Guadeloupe est en situation de privation matérielle et sociale. Sept Guadeloupéens sur dix déclarent ne pas pouvoir faire face à des dépenses imprévues. La privation touche davantage les personnes sans emploi, faiblement qualifiées et les familles monoparentales. Les personnes nées dans un DOM sont plus exposées à la privation que les personnes nées en France métropolitaine.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°46 – Décembre 2020

[Niveaux de vie en Guadeloupe en 2017 : La pauvreté touche un tiers de la population guadeloupéenne](#)

En 2017, en Guadeloupe, 34 % de la population vit avec moins de 1 010 euros par mois. La pauvreté touche particulièrement les chômeurs, les familles monoparentales et les ménages jeunes. Le niveau de vie des Guadeloupéens reste inférieur à celui de la France métropolitaine et les inégalités y sont plus fortes. Le niveau de vie des plus modestes a augmenté en 5 ans mais les prestations sociales restent la principale composante de leur revenu disponible.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°43 – Juillet 2020

[Le budget dédié aux transports dépasse ceux du logement et de l'alimentation](#)

En 2017, les ménages résidant en Guadeloupe dépensent la moitié de leur budget de consommation pour se déplacer, se nourrir et se loger. Les modes de consommation diffèrent selon les revenus et les caractéristiques des ménages et font apparaître trois profils types de consommateurs : les aînés défavorisés dont le budget est dédié avant tout à l'alimentation ; les locataires aux revenus modestes ; les actifs en emploi, consommateurs de biens de confort.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°40 – Décembre 2019

[L'usage d'Internet varie fortement selon l'âge et le niveau d'études](#)

En Guadeloupe, l'usage d'Internet se développe dans les foyers. Plus des trois quarts des habitants déclarent avoir un accès à Internet, le plus souvent grâce à une connexion à haut-débit. Cependant, des disparités importantes existent selon l'âge, le niveau de diplôme et le niveau de revenus. De fait, les coûts du matériel, des abonnements et le manque de compétences sont désignés comme les principaux freins à l'utilisation des outils numériques.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°37 – Juin 2019

Martinique

[La privation matérielle et sociale affecte deux Martiniquais sur cinq](#)

En 2018, en Martinique, 38 % de la population est en situation de privation matérielle et sociale. Ne pas partir en vacances et ne pas pouvoir faire face à une dépense imprévue de l'ordre de 1 000 € sont les privations les plus fréquentes. La privation touche plus souvent les personnes non diplômées, sans emploi et les familles monoparentales. Elle continue de frapper davantage les jeunes. Les personnes nées dans un DOM sont plus exposées à la privation que les celles nées en France métropolitaine.

Source : Insee Analyses Martinique n°43 – Décembre 2020

[Pauvreté et niveau de vie : 29 % des Martiniquais vivent sous le seuil de pauvreté](#)

En 2017, 29 % des Martiniquais vivent sous le seuil de pauvreté, soit deux fois plus qu'en France métropolitaine mais moins que dans les territoires d'outre-mer. Les jeunes et les familles monoparentales sont les plus concernés par la pauvreté. Les inégalités sont fortes et plus marquées qu'en France métropolitaine : les 10 % les plus aisés gagnent au moins 4,2 fois plus que le plafond des 10 % les plus modestes.

Source : Insee Analyses Martinique n°39 – Juillet 2020

[Le transport devient le premier poste de dépenses des ménages](#)

En 2017, les ménages résidant en Martinique consacrent la moitié de leur budget aux transports, à l'alimentation et au logement. Les modes de consommation diffèrent selon leurs revenus et leurs caractéristiques et font apparaître trois profils types de consommateurs : les aînés défavorisés donnant la priorité aux dépenses alimentaires ; les locataires aux revenus modestes ; les actifs en emploi, consommateurs de biens de confort.

Source : Insee Analyses Martinique n° 36 – Décembre 2019

[Internet : un usage inégal selon l'âge, les diplômes et les revenus](#)

À l'ère du numérique, les nouvelles technologies se sont implantées dans les ménages martiniquais. En 2017, 75 % des Martiniquais de plus de 15 ans disposent, à domicile, d'un ordinateur et d'une connexion à Internet, le plus souvent à haut-débit. Néanmoins, de grandes disparités existent entre les générations. Ainsi, plus de la moitié des seniors ne s'est jamais connectée à internet. Les pratiques des internautes martiniquais se sont pas très différentes de celles de l'ensemble des internautes français pour ce qui relève des consultations et de la recherche d'informations. En revanche, l'exiguïté du marché insulaire est un frein au développement du e-commerce.

Source : Insee Analyses Martinique n°33 – Juin 2019

Guyane

[En Guyane, une personne sur deux est en privation matérielle et sociale](#)

En 2018, la moitié de la population guyanaise est en situation de privation. Sept Guyanais sur dix déclarent ne pas pouvoir faire face à des dépenses imprévues de l'ordre de 1 000 euros. Trois personnes sur dix déclarent ne pas pouvoir s'acheter une voiture. La privation touche davantage les personnes sans emploi, faiblement qualifiées, les familles monoparentales et les personnes logées à titre gratuit. Les personnes nées à l'étranger sont plus exposées à la privation que les natifs des DOM.

Source : Insee Analyses Guyane n°49 – Décembre 2020

[Concentration des difficultés dans les quartiers urbains périphériques et à Saint-Laurent-du-Maroni](#)

En Guyane, 32 quartiers prioritaires ont été définis dans six communes. Ils accueillent quatre Guyanais sur dix. Les quartiers prioritaires de la politique de la ville se sont construits autour de trois piliers : l'emploi, la cohésion sociale et le cadre de vie. Sur le territoire, quatre types de quartiers prioritaires se dessinent en fonction des conditions de vie et d'emploi de leurs habitants.

Source : Insee Analyses Guyane n°48 – Octobre 2020

[Niveaux de vie et pauvreté en Guyane en 2017 : la moitié des guyanais vivent sous le seuil de pauvreté](#)

En 2017, en Guyane, une personne sur deux vit sous le seuil de pauvreté. L'absence d'emploi, le fait d'être né à l'étranger et, dans une moindre mesure, l'absence de diplôme sont les premières causes de la pauvreté. Les familles monoparentales et les ménages jeunes cumulent ces difficultés et sont ainsi plus touchés par la pauvreté. Le niveau de vie des Guyanais reste très inférieur à celui des Français métropolitains.

Source : Insee Analyses Guyane n°46 – Juillet 2020

[Le logement devient le premier poste de dépenses des ménages](#)

En 2017, les ménages guyanais consacrent la moitié de leur budget de consommation à se déplacer, se nourrir et se loger. Il existe cependant des disparités : tous les ménages ne consomment pas de la même manière, en fonction notamment de leur niveau de vie. Trois profils types de consommation se dessinent en Guyane, chacun ayant des modes de consommation spécifiques : les locataires à faibles ressources, les ménages défavorisés priorisant l'alimentation et les actifs en emploi consommateurs de biens de confort.

Source : Insee Analyses Guyane n°44 – Décembre 2019

[Mails, réseaux sociaux et téléphonie sur IP : les premiers usages des internautes guyanais](#)

En Guyane, la pratique d'Internet est influencée par la jeunesse de la population et par la géographie du territoire : les internautes utilisent les réseaux sociaux et la téléphonie sur IP, plus qu'aux Antilles ou qu'en France métropolitaine. La percée du e-commerce est ralentie par les problèmes de livraison, les réticences dues à la sécurité des données et varie selon le niveau de revenus.

Source : Insee Flash Guyane n° 111 – Juin 2019

La Réunion

[Quatre Réunionnais sur dix sont en situation de privation matérielle et sociale](#)

En 2018, 340 000 Réunionnais sont en situation de privation matérielle et sociale, soit 40 % de la population. Cette part est trois fois plus élevée qu'en France métropolitaine et du même ordre que le taux de pauvreté monétaire. Ces personnes sont privées de

certains éléments considérés comme indispensables à une vie décente. Certaines de ces privations élémentaires touchent une majorité de la population, comme l'absence d'épargne (sept personnes sur dix), l'incapacité à se payer des vacances (six personnes sur dix) et la difficulté à s'acheter de nouveaux meubles (plus de cinq sur dix). Les Réunionnais sont surtout concernés par une forte vulnérabilité financière, plus que matérielle ou sociale.

Source : Insee Analyses Réunion n°53 – Décembre 2020

[Niveaux de vie et pauvreté à La Réunion en 2017](#)

En 2017, 38 % des Réunionnais vivent sous le seuil métropolitain de pauvreté. Depuis 2007, la pauvreté recule sensiblement de même que les inégalités de revenus. Toutefois, la pauvreté reste beaucoup plus importante qu'en métropole (14 %). En effet, le déficit d'emplois reste important sur l'île. C'est particulièrement le cas dans de petites communes rurales, où l'emploi est rare.

Source : Insee Flash Réunion n°169 – Janvier 2020

[De fortes disparités de consommation selon le niveau de vie à La Réunion](#)

Le niveau de vie est le principal déterminant des disparités de consommation. En 2017, les 20 % de ménages les plus aisés dépensent 3,6 fois plus que les 20 % les plus modestes, un écart nettement plus important qu'en province ou qu'aux Antilles. S'alimenter et se loger restent les plus gros postes de dépenses pour les plus modestes, alors que le transport est largement en tête pour les plus aisés.

Source : Insee Analyses Réunion n°44 – Décembre 2019

[Dix ans après la crise de 2007-2008 pauvreté et inégalités de revenus reculent à La Réunion](#)

Malgré la forte récession économique en 2009 et 2010, la pauvreté recule fortement à La Réunion entre 2007 et 2016 (- 9 points). Toutefois, en 2016, le taux de pauvreté à La Réunion reste l'un des plus élevés de France : 39 % des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté métropolitain (1 026 euros par mois et par unité de consommation).

Source : Cerom – Novembre 2019

[Une fracture générationnelle plus précoce et plus prononcée à La Réunion – technologies de l'information et de la communication](#)

En 2017, 78 % des habitants de La Réunion ont un accès à internet à domicile, contre 85 % des résidents métropolitains. Le retard par rapport à la métropole s'est cependant réduit de moitié depuis 2009. Près d'un Réunionnais sur quatre ne s'est jamais connecté à internet. Les plus âgés sont les plus éloignés du numérique, mais de façon plus prononcée et plus précoce à La Réunion.

Source : Insee Analyses La Réunion n°41 – Juin 2019

Mayotte

[Les inégalités de niveau de vie se sont creusées](#)

Le niveau de vie médian des habitants de Mayotte est six fois plus faible que celui de métropole. Il baisse par rapport à 2011, alors qu'il avait nettement progressé auparavant. Les écarts de niveaux de vie entre les plus aisés et les autres, déjà élevés en 2011, se sont encore accrus. Conséquence de flux migratoires importants, 77 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté national, soit cinq fois plus qu'en métropole.

Source : Insee Analyses Mayotte n°25 – Juillet 2020

[La consommation stagne et reste très éloignée des standards métropolitains](#)

En 2018, les habitants de Mayotte consomment en moyenne pour 1 190 euros par mois et par ménage. Le niveau de consommation moyen reste inférieur de moitié à celui de métropole et d'un tiers par rapport aux autres DOM. Les dépenses de consommation n'ont pas progressé depuis 2011. L'alimentation reste en 2018 le premier poste de dépenses (24 %). Les transports sont le deuxième poste de dépenses des Mahorais (18 %) Le logement est le troisième poste de consommation (15 %).

Source : Insee Analyses Mayotte n°24 – Juillet 2020

[Les villages de Mayotte en 2017](#)

En 2017, les conditions de vie restent toujours aussi difficiles à Mayotte. Elles n'ont guère progressé depuis 2012, dans un contexte de forte croissance démographique et d'une augmentation importante de la population de nationalité étrangère. Les situations sont cependant très variables d'un village à l'autre.

Source : Insee Analyses Mayotte n°22 – Octobre 2019

Polynésie française

[Comportements alimentaires en Polynésie française](#)

L'enquête Budget des familles de 2015 a permis de définir un contenu des repas consommés le plus fréquemment, de mesurer la répartition entre les principaux nutriments, glucides, protéines et lipides et de savoir où se situe la population de Polynésie française en termes d'équilibre alimentaire

Source : Ispf, Points forts Études n°6 – Avril 2019

[La consommation des ménages en technologies de l'information et de la communication](#)

L'évolution de l'offre en technologie de l'information et communication, va se retrouver dans les dépenses des ménages polynésiens. Ainsi, en 2000, la quasi-totalité des dépenses en TIC des ménages polynésiens se répartissait entre les dépenses en service de téléphonie (67 %), les achats de téléphones (3 %), les ordinateurs (6 %) et les télévisions (8 %). Les progrès techniques et leur diffusion dans les ménages polynésiens ont été très rapides comme en témoigne l'équipement des ménages en ordinateurs multiplié par 2,5 entre 2002 et 2017.

Source : Ispf, Points forts Etudes n°2 – Mars 2019

[Quels lieux d'achat pour quels produits ?](#)

En 2015, 47 % des dépenses alimentaires se font dans les grandes surfaces d'alimentation, 77 % des dépenses d'habillement dans les commerces de détail et 60 % des dépenses de biens durables dans les commerces spécialisés. Mais les comportements d'achat dépendent beaucoup des caractéristiques du ménage telles que son lieu de résidence ou son niveau de vie.

Source : Ispf, Points forts Études n°3 – Mars 2019

Wallis-et-Futuna

[Principaux résultats « Enquête NTIC 2017 »](#)

Un peu moins de la moitié des ménages ont accès à internet dans leur logement. À Wallis, cet accès est réparti de façon homogène, près de la moitié des ménages ont accès à internet. Tandis qu'à Futuna, cet accès est différencié selon les districts : 50 % à Sigave et 36 % à Alo.

Source : Stsee, enquête NTIC 2017 – Juillet 2017

4.6. Santé et Solidarités

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Interruptions volontaires de grossesse : une hausse confirmée en 2019](#)

En 2019, 232 200 interruptions volontaires de grossesse (IVG) ont été enregistrées en France, dont 217 500 concernent des femmes résidant en métropole. Le taux de recours est à son niveau le plus élevé depuis 1990 et atteint 15,6 IVG pour 1 000 femmes âgées de 15 à 49 ans en métropole et 28,2 dans les départements et régions d'outre-mer (DROM). Ce sont les jeunes femmes de 20 à 29 ans qui restent les plus concernées, leur taux de recours étant de 27,9 IVG pour 1 000 femmes en France entière.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : DREES, Études et Résultats n°1163 – Septembre 2020

[Drogues et addictions dans les Outre-mer - État des lieux et problématiques](#)

À partir des données statistiques les plus récentes et des principales études menées dans ces territoires, un nouveau numéro de la collection Théma de l'OFDT offre un aperçu des situations et des problématiques spécifiques liées aux drogues auxquelles ces territoires sont confrontés.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française*

Source : *OFDT, Théma OFDT – Juin 2020*

[Base de données Data.Drees](#)

Données publiques produites par la Drees sur les thèmes : aide et action sociales ; baromètre d'opinion ; établissements de santé, sociaux et médico-sociaux ; état de santé et morbidité ; famille, enfance, jeunesse ; personnes âgées, handicap et dépendance ; professions de santé et du social ; protection sociale complémentaire ; retraites ; etc.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

Source : *Drees, études et statistiques*

[Base score santé](#)

Indicateurs et tableaux sur les thématiques santé et solidarité, par région et département.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Fnors, Base Score santé – 2019*

[Panorama statistique – Jeunesse, Sports, Cohésion sociale](#)

Données départementales

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *DREES-INJEP – 2019*

[Professionnels de santé au 1^{er} janvier 2018 - Comparaisons régionales et départementales](#)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *Insee Chiffres-clés – Avril 2020*

[Les établissements de santé - édition 2020](#)

En 2018, plus de 3 000 établissements de santé assurent le diagnostic, la surveillance et le traitement des malades. Dans un contexte marqué par le vieillissement de la population et l'augmentation des pathologies chroniques, les structures hospitalières, dont le nombre continue de diminuer, s'adaptent et modifient en profondeur leur offre de soins, par le biais notamment du développement de l'hospitalisation à temps partiel ou de l'hospitalisation à domicile.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : DREES Panoramas – Juillet 2020*

[L'aide et l'action sociales en France](#)

L'aide sociale départementale est, dans cet ouvrage, étudiée dans son ensemble puis, plus en détail pour les personnes âgées, les personnes handicapées, l'aide sociale à l'enfance et l'insertion. Les analyses portent sur les effectifs et les caractéristiques des bénéficiaires, les dépenses et les personnels associés, sous l'angle des évolutions, récentes ou de plus long terme, et des disparités territoriales.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion
Source : DREES Panoramas – Octobre 2020*

[Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution](#)

Fin 2018, 4,25 millions de personnes sont allocataires de l'un des dix minima sociaux en vigueur en France, un chiffre en légère augmentation (+0,6 %) par rapport à fin 2017. En incluant les conjoints et les personnes à charge, 6,9 millions de personnes sont couvertes par les minima sociaux, soit 10 % de la population. Par ailleurs, 6,61 millions de foyers bénéficient d'une aide au logement, 3,16 de la prime d'activité, 6,80 d'une prestation familiale et 5,63 millions de personnes de la couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C). Enfin, en 2019, 5,69 millions de ménages ont reçu un chèque énergie.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : DREES Panoramas – Septembre 2020*

[En 2018, les territoires sous-dotés en médecins généralistes concernent près de 6 % de la population](#)

En raison d'un décalage croissant entre l'offre et la demande de soins, l'accessibilité géographique aux médecins généralistes a baissé de 3,3 % entre 2015 et 2018. En 2018, les Français ont accès en moyenne à 3,93 consultations par an et par habitant, contre 4,06 consultations en 2015. Les inégalités s'accroissent entre les communes les moins bien dotées et celles qui le sont le plus.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion
Source : DREES Études et Résultats, n°1144 – Février 2020*

[Sentiment d'information et pratiques déclarées de dépistage vis-à-vis des hépatites b et c en population générale ultramarine](#)

Cette étude met en évidence, comme en France métropolitaine mais de façon plus importante, la nécessité d'améliorer les connaissances de la population générale ultramarine sur les hépatites B et C, afin de renforcer le recours des personnes exposées aux pratiques de prévention : dépistage et vaccination (hépatite B).

Territoires : Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique

Source : Santé publique France, Bulletin épidémiologique hebdomadaire n°11 – Septembre 2019

La Réunion

[Trois fois plus de seniors en perte d'autonomie en 2050](#)

Si les tendances démographiques récentes se maintenaient, 65 100 personnes âgées de 60 ans ou plus seraient en perte d'autonomie en 2050 à La Réunion, soit trois fois plus qu'en 2015. La perte d'autonomie toucherait une part plus importante de seniors qu'au niveau national (22,5 % contre 16,3 %). Déjà plus élevée en 2015 sur l'île en raison de l'état de santé moins favorable des Réunionnais, la perte d'autonomie s'y diffuserait également plus fortement sous l'effet d'un vieillissement plus marqué.

Source : Insee Analyses Réunion n°45 – Août 2020

[Statistiques et Indicateurs de la Santé et du Social \(Statiss\) Mayotte-Réunion](#)

Le Statiss Mayotte-Réunion présente les données essentielles sur les établissements sanitaires et médico-sociaux et sur les professionnels de santé à Mayotte et à La Réunion. Il est une déclinaison du Statiss national qui ventile ces indicateurs par région française.

Source : ARS La Réunion – Octobre 2020

[Tableau de bord La santé mentale à La Réunion](#)

Source : ORS Océan indien – Janvier 2019

Mayotte

[Statistiques et Indicateurs de la Santé et du Social \(Statiss\) Mayotte](#)

Le Statiss Mayotte-Réunion présente les données essentielles sur les établissements sanitaires et médico-sociaux et sur les professionnels de santé à Mayotte et à La Réunion. Il est une déclinaison du Statiss national qui ventile ces indicateurs par région française.

Source : ARS Mayotte – Novembre 2019

Nouvelle-Calédonie

[Chiffres-clés et données historiques sur la santé](#)

Source : Isee – mars 2020

Wallis-et-Futuna

[Agence de santé](#)

Personnels de l'agence de santé, évolution des effectifs, activités de l'agence de santé de 2012 à 2018.

Source : STSEE – 2019

4.7. Enseignement, éducation (dont illettrisme), enseignement supérieur

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche 2020](#)

Publication annuelle de la DEPP et de la SD-SIES, Repères et références statistiques réunit en un seul volume. Le chapitre 10 présente de façon détaillée les principales statistiques propres aux départements et collectivités d'outre-mer. Les thématiques abordées spécifiquement sont les élèves, les étudiants, les personnels, les diplômes délivrés dans les départements et régions d'outre-mer (DROM).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : DEPP repères et références statistiques – 2020

[Atlas régional des effectifs étudiants](#)

Cet atlas présente les effectifs d'étudiants inscrits dans les établissements et les formations de l'enseignement supérieur, recensés dans les systèmes d'information et enquêtes du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, des ministères en charge de l'Agriculture, de la Pêche, de la Culture, de la Santé et des Sports.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Mesri – Sies – année scolaire 2018-2019 – Novembre 2020

[Indicateurs de résultats des lycées 2019](#)

Indicateurs permettant d'évaluer l'action propre de chaque lycée en prenant en compte la réussite des élèves au baccalauréat et leur parcours scolaire dans l'établissement.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : DEPP – Mars 2020

[L'état de l'École 2020](#)

La publication L'état de l'École présente une synthèse d'indicateurs statistiques qui apparaissent essentiels et pertinents pour analyser notre système éducatif et pour apprécier les politiques publiques mises en œuvre.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : DEPP – Novembre 2020

[Les élèves du premier degré à la rentrée 2020](#)

À la rentrée 2020, 6,617 millions d'élèves sont scolarisés dans les écoles publiques et privées du premier degré. Du fait des évolutions démographiques, les effectifs sont en baisse par rapport à la rentrée précédente.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : DEPP, Note d'information - n°20.36 – Novembre 2020

[67 909 élèves allophones nouvellement arrivés en 2018-2019 : neuf sur dix bénéficient d'un soutien linguistique ou d'une scolarité dans un dispositif spécifique](#)

Au cours de l'année scolaire 2018-2019, 67 909 jeunes ayant des besoins éducatifs particuliers dans le domaine de l'apprentissage du français langue seconde ont été scolarisés en école élémentaire, en collège ou en lycée.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : DEPP, Note d'information n°20.39 – Novembre 2020

[820 000 élèves évalués en début de sixième sur support numérique en 2019 : des niveaux de maîtrise contrastés selon les caractéristiques des élèves et les académies](#)

En 2019, l'ensemble des élèves de sixième ont été évalués en français et en mathématiques sur support numérique (820 000 élèves dans plus de 7 000 établissements) pour la troisième année consécutive. En français, plus de huit élèves sur dix ont une maîtrise satisfaisante ou très bonne des connaissances et des compétences évaluées en début de sixième. En mathématiques, ils sont presque 7 sur 10.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : DEPP, Note d'information n°20.13 – Avril 2020

[Journée défense et citoyenneté 2019 : plus d'un jeune Français sur dix en difficulté de lecture](#)

En 2019, 11,8 % des jeunes participants à la Journée défense et citoyenneté (JDC) rencontrent des difficultés dans le domaine de la lecture. La moitié d'entre eux peut être considérée en situation d'illettrisme. Par ailleurs, plus d'un jeune sur dix a une maîtrise fragile de la lecture. Les jeunes des DROM sont particulièrement concernés par les difficultés de lecture. En France métropolitaine, c'est au nord que les difficultés de lecture sont les plus fréquentes.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : DEPP, Note d'information n°20.20 – Juin 2020

[Diplômes – formations en 2017](#)

Recensement de la population – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : Insee, Chiffres détaillés – Juin 2020

[Les effectifs dans l'enseignement supérieur en 2019-2020](#)

En 2019-2020, 2,73 millions d'étudiants se sont inscrits dans l'enseignement supérieur. En augmentation depuis 2008 et après une forte croissance liée à la démographie en 2018, cet effectif continue de progresser (+1,6 %). La hausse est particulièrement prononcée dans les écoles de commerce et en formations d'ingénieur. L'enseignement privé accueille 20,6 % des étudiants, ce qui représente 0,4 point de plus par rapport à 2018.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SIES – Note Flash n°14 – Juillet 2020

[Les étudiants inscrits dans les universités françaises en 2018-2019](#)

En 2018-2019, 1 614 900 étudiants sont inscrits dans les universités de France métropolitaine et des DOM, effectif en hausse de 1,9 % par rapport à la rentrée précédente. La croissance est plus dynamique en cursus licence (+2,7 %), le nombre d'étudiants est également en hausse en cursus master (+1 %) mais diminue à nouveau en doctorat (-1,8 %).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SIES – Note d'information n°3 – Janvier 2020

[Insertion professionnelle des diplômés 2017 de l'université](#)

Cette publication présente les résultats des enquêtes nationales sur l'insertion professionnelle des diplômés de l'université en DUT, licence professionnelle et master. Ils sont déclinés selon l'université et selon le domaine disciplinaire et la discipline. Ces enquêtes ont pour objet d'évaluer la situation professionnelle 18 mois puis 30 mois après l'obtention du diplôme

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : SIES – Enquêtes Insertion professionnelle - Décembre 2020

[Insertion professionnelle des diplômés de doctorat par établissement](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique

Source : Mesri – Sies – Juin 2020

[Insertion professionnelle des diplômés de doctorat par ensemble universitaire](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Nouvelle-Calédonie

Source : Mesri – Sies – Juin 2020

[L'apprentissage au 31 décembre 2019](#)

Au 31 décembre 2019, les centres de formation d'apprentis accueillent 478 800 apprentis, soit une hausse de 6,8 % par rapport à 2018, la plus importante depuis le début des années 2000.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : DEPP, Note d'information - n°20.27 – Septembre 2020

[Open data de l'enseignement supérieur, recherche et innovation](#)

100 jeux de données avec une recherche par mots clés

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : Mesri – Sies - 2020

Guadeloupe

[Académie en chiffres 2019-2020](#)

Source : Académie Guadeloupe – Février 2020

Martinique

[L'académie en chiffres 2019-2020](#)

Source : Académie Martinique – Janvier 2020

Guyane

[Formation, diplôme, accessibilité : les clés de l'emploi des jeunes](#)

La moitié des 46 000 jeunes Guyanais âgés de 18 à 29 ans n'est ni en emploi ni en formation : la Guyane se caractérise par un nombre très important de jeunes éloignés de l'emploi. Ils sont chômeurs ou sans activité. Parmi eux, deux tiers n'ont aucun diplôme, et ils habitent davantage dans l'ouest ou l'est de la Guyane, ou dans les communes « non-routières ». La scolarisation en Guyane, moindre et plus courte, ajoutée aux départs vers la France métropolitaine des néo-bacheliers conduit à des niveaux de diplômes plus faibles sur le territoire.

Source : Insee Analyses Guyane n°41 – août 2019

[Académie en chiffres : constat d'effectifs 2020](#)

Source : Académie Guyane – Décembre 2020

La Réunion

[Une proximité qui ne suffit pas à réduire les difficultés de formation et d'emploi](#)

Un nombre important de jeunes Réunionnais connaissent de grandes difficultés pour accéder à un diplôme puis pour s'insérer sur le marché de l'emploi. La majorité d'entre eux bénéficient néanmoins près de chez eux d'équipements et services destinés à favoriser leur insertion sociale et professionnelle. Les temps de trajet aux services d'information et d'accès aux droits ainsi qu'aux équipements sportifs et culturels sont globalement très courts, et ce malgré une moindre densité d'équipements qu'en métropole. Les temps de trajet s'allongent cependant pour les services liés à l'emploi et pour les lieux de formation.

Source : Insee Analyses Réunion n°50 – Novembre 2020

[Chiffres clés de l'académie 2018-2019](#)

Source : Académie La Réunion – 2020

[Une baisse modérée du nombre d'élèves scolarisés à l'horizon 2030](#)

Près de 170 000 élèves de 6 à 19 ans seraient scolarisés en 2030 à La Réunion dans les classes de CP à la terminale, si les tendances démographiques récentes ainsi que les taux de scolarisation se maintenaient. Le nombre d'élèves baisserait à un rythme de 0,4 % par an en moyenne entre 2019 et 2030 : les établissements scolaires de l'île compteraient ainsi 7 200 élèves de moins qu'aujourd'hui. Cette baisse serait liée à celle de la natalité.

Source : Insee Analyses Réunion n°42 – Juillet 2019

Mayotte

[L'Éducation en chiffres 2019-2020](#)

Source : Vice-rectorat Mayotte – Juin 2020

[L'insertion sur le marché du travail à Mayotte](#)

À Mayotte, en 2018, seules 27 % des personnes de 15 ans ou plus sorties du système scolaire possèdent un diplôme qualifiant, contre 72 % en métropole. À Mayotte, accéder à un emploi est bien plus difficile. Mais avoir un diplôme y est valorisé : ceux qui en possèdent un sont autant en emploi qu'en métropole. Les niveaux de formation sont très différents selon l'origine.

Source : Insee Analyses Mayotte n° 21 – Septembre 2019

[Mayotte : formation en 2017](#)

Tableaux détaillés par commune issus du Recensement de la population

Source : Insee chiffres détaillés – Août 2019

Polynésie française

[Bacheliers polynésiens et études supérieures](#)

Les parcours des jeunes bacheliers de Polynésie française dans l'enseignement supérieur français répètent les inégalités sociales et scolaires. Les enfants issus des classes sociales populaires accèdent moins souvent à l'enseignement supérieur et ont des parcours plus précaires. Néanmoins, leur réussite dans les baccalauréats professionnels améliore leur insertion professionnelle.

Source : Ined - Ispf, Point Études et bilans n°1219 – octobre 2020

[Être élève de 3e en Polynésie française](#)

En mai 2019, la Polynésie française compte 4 350 collégiens et collégiennes en classe de 3e, en CJA ou en MFR. Ces dernières années, la progression spectaculaire de la réussite au diplôme national du brevet (DNB) constitue un succès indéniable des premiers et deuxièmes cycles scolaires. Dispersés dans les collèges des cinq archipels, un quart des élèves a déjà effectué au moins une migration au-delà de l'archipel depuis le début de sa scolarité.

Source : Ined - Ispf, Point Études et bilans n°1220 – octobre 2020

Nouvelle-Calédonie

[Les chiffres de l'éducation 2019](#)

Source : Vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie – Septembre 2019

4.8. Jeunesse, sport, culture

Publications concernant plusieurs DOM ou COM

[Les fiches régionales du sport 2020](#)

Des fiches régionales synthétiques et accessibles pour mettre à disposition les données territoriales sur le sport. En quatre pages, l'INJEP propose une vue d'ensemble des caractéristiques régionales dans le domaine du sport : pratiques sportives des habitants (taux de pratique, fréquence, disciplines, freins et motivations...), fédérations et licences sportives prédominantes, équipements, emplois, diplômes...

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Injep – Août 2020

[Panorama statistique – Jeunesse, Sports, Cohésion sociale](#)

Données départementales

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : DREES-INJEP – Juin 2020

[Licences sportives saison 2017/2018](#)

Données par département et région

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee Chiffres-clés – Novembre 2019

[Atlas national des fédérations sportives](#)

Cet Atlas vise à doter les acteurs du sport, professionnels des collectivités locales, du mouvement sportif ou des champs économiques, élus et agents de l'État, d'éléments de diagnostic et d'aide à la décision permettant de mieux connaître les pratiques sportives encadrées et leur évolution.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : INJEP – Juin 2019

[Tableaux statistiques relatifs au recensement des licences sportives de 2018](#)

Pour l'année 2018, on recense environ 18,4 millions de licences et autres titres de participation (ATP) délivrés par l'ensemble des fédérations agréées par le ministère des Sports.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : INJEP-MEDES – 2020

[Données sur les accueils collectifs de mineurs : bilan année scolaire 2018 – 2019](#)

L'activité des accueils périscolaires apparaît en recul pour la deuxième année consécutive suite au retour à la semaine de 4 jours de classe dans de nombreuses écoles maternelles et élémentaires depuis l'année 2017-2018.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française

Source : INJEP – 2019

[Atlas régional de la culture 2018 dans les départements d'outre-mer](#)

L'Atlas régional de la culture illustre, sous forme de cartes et graphiques, des données relatives à la culture, disponibles à l'échelle nationale et à un échelon territorial plus fin.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Ministère de la culture – DEPS, Études et statistiques – Décembre 2018

[Baromètre national des pratiques sportives 2018](#)

En 2018, 66 % des Français de plus de 15 ans (soit un peu plus de 36 millions) ont eu une pratique sportive au cours des 12 derniers mois. La course et la marche (40 %), les activités de la forme et de la gymnastique (22 %), les sports aquatiques et nautiques (20 %) et les sports de cycles et motorisés (18 %) sont les univers le plus souvent cités.

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

***Source :** INJEP – Crédoc – Janvier 2019*

Nouvelle-Calédonie

[Chiffres clés Culture](#)

Pratiques culturelles, établissements et salariés

***Source :** Isee – Août 2019*

[Licenciés sportifs par province et par activité sportive de 2014 à 2019](#)

***Source :** Isee – Juin 2020*

4.9. Logement

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Recensement de la population](#)

[Logement](#) – Résultats 2017 pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

***Source :** Insee Chiffres détaillés – Juin 2020*

[Construction de logements - Nombre de logements autorisés/commencés](#)

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

***Source :** Insee, séries chronologiques – Novembre 2020*

[Le prix des terrains à bâtir en 2019](#)

En 2019, le prix moyen du mètre carré de terrain acheté pour faire construire une maison individuelle en France atteint 88 euros, en progression de 1,0 % par rapport à 2018. Il s'accroît néanmoins de moins en moins vite, pour la troisième année consécutive. Le prix d'achat moyen des terrains augmente quant à lui de 1,2 %, et s'établit à 82 100 euros.

***Territoires :** ensemble des DROM*

***Source :** SDES – Novembre 2020*

[Le parc locatif social au 1^{er} janvier 2020](#)

Analyses des chiffres issus du répertoire du parc locatif social (RPLS), enquête annuelle réalisée auprès des bailleurs sociaux.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Novembre 2020

Guadeloupe

[Le parc locatif social public de la Guadeloupe](#)

Analyses des chiffres issus du répertoire du parc locatif social (RPLS), enquête annuelle réalisée auprès des bailleurs sociaux de Guadeloupe.

Source : Deal Guadeloupe – Octobre 2019

La Réunion

[Moins souvent en appartement qu'en métropole, mais des problèmes persistants](#)

Les Réunionnais vivent moins souvent en appartement que les habitants de l'hexagone (28 % contre 37 %). Mais ils sont plus nombreux dans ce cas dans certaines communes urbaines, comme Saint-Denis et Le Port. Les habitants de l'île vivent deux fois plus souvent dans un logement sur-occupé, surtout dans les quartiers les plus urbains où l'habitat collectif est plus répandu.

Source : Insee Flash Réunion n°179 – Mai 2020

Mayotte

[Quatre logements sur dix sont en tôle en 2017](#)

En 2017, Mayotte compte 63 000 résidences principales. Les constructions fragiles (maisons en tôle, bois, végétal ou terre) constituent près de quatre logements sur dix, comme vingt ans auparavant. Les étrangers y vivent bien plus fréquemment : 65 % d'entre eux habitent dans une maison en tôle, contre 25 % des Français natifs de l'île.

Source : Insee Analyses Mayotte n° 18 – Août 2019

[Mayotte : logement en 2017](#)

Recensement de la population

Source : Insee Chiffres détaillés – Août 2019

Polynésie française

[Les logements en Polynésie française en 2017](#)

En 2017, la Polynésie française compte 94 600 logements ordinaires, soit 6 200 de plus qu'en 2012, dont 76 800 sont des résidences principales (dont logements de fonction et habitations mobiles) soit 81,2 % du parc de logements. La proportion de résidences principales dans l'ensemble du parc a diminué de quatre points par rapport à 2007 et d'un point depuis 2012 au bénéfice des résidences secondaires

Source : Ispf, Points forts Études et Bilans n°1188 – Décembre 2019

Nouvelle-Calédonie

[Moins de transferts de propriété en 2019, l'urbanisation est arrivée à maturité, les transactions liées à l'habitat se stabilisent](#)

L'année 2019 marque une accalmie sur le front des ventes immobilières liées à l'habitat (terrain à bâtir, appartements, villas) après une décennie d'urbanisation galopante dans le Grand Nouméa. Sur la dernière période 2014-2018, encore 40 % en moyenne des ventes concernaient des terrains à bâtir ou des logements neufs. Sur les communes de Dumbéa et de Païta cette proportion dépassait 60 %. En 2019, les grandes opérations immobilières sont terminées et les biens sont pour la plupart vendus.

Source : Isee Synthèse n°44 – Septembre 2020

Saint-Martin

[Recensement de la population 2017 : logements, résidences principales](#)

Données communales

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2020

Saint-Barthélemy

[Recensement de la population 2017 : logements, résidences principales](#)

Données communales

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2020

Saint-Pierre-et-Miquelon

[Recensement de la population 2017 : logements, résidences principales](#)

Données communales

Source : Insee, chiffres détaillés – Juin 2020

4.10. Justice et sécurité intérieure

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Bilan 2019 de la sécurité routière](#)

3 498 personnes sont décédées sur les routes de France (métropole et outre-mer) en 2019, soit 10 de plus qu'en 2018 (mortalité la plus basse enregistrée)

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte*

Source : *ONISR, Bilan de l'accidentalité de l'année 2019 – Septembre 2020*

[Insécurité et délinquance en 2019 : bilan statistique](#)

L'objet du présent bilan est de présenter, de manière consolidée, les résultats de l'année 2019 en matière de délinquance enregistrée par les services de police et de gendarmerie. Combien d'infractions ont été commises ? Comment interpréter au mieux les évolutions observées ? Comment les délais d'enregistrement des faits auprès des services jouent-ils sur les résultats de l'année ? Dans quels espaces géographiques la délinquance enregistrée est-elle la plus présente ? Quel est l'impact territorial de certains événements sur la délinquance enregistrée ? Combien de victimes déclarées au cours de l'année ? Quelles sont leurs caractéristiques ? Que sait-on des auteurs présumés ?

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon*

Source : *Ministère de l'intérieur – SSMSI – Interstats – Septembre 2020*

[Crimes et délits enregistrés par les services de gendarmerie et de police de 2012 à 2019 \(DOM, COM\)](#)

Ces données contiennent des informations, de caractère administratif, sur l'activité judiciaire de l'ensemble des services de gendarmerie et de police, y compris d'outre-mer, depuis 2012.

Territoires : *Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie*

Source : *Ministère de l'intérieur – Janvier 2020*

Wallis-et-Futuna

[Evolution des accidents survenus à Wallis & Futuna de 2000 à 2018](#)

Source : *STSEE, Brigade de la Gendarmerie de Mata'Utu – 2019*

4.11. Équipements et services dans les territoires

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

Dénombrement des [équipements en 2019 \(commerce, services, santé...\)](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, base de données – Août 2020

4.12. Prix à la consommation

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Indice des prix à la consommation](#)

Résultats par regroupement de produits et produits détaillés (COICOP) – indicateurs sur chacun des 5 DROM.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee, séries chronologiques – Décembre 2020

Guadeloupe

[L'indice des prix à la consommation en Guadeloupe](#)

[En novembre 2020](#), les prix augmentent de +0,4 % en Guadeloupe. Tous les secteurs sont concernés par cette augmentation de prix : les produits manufacturés (+1,0 %), l'énergie (+0,5 %), l'alimentation (+0,3 %). Seuls, les prix des services demeurent stables. Sur une année, les prix progressent de +0,7 %.

Source : Insee Flash Guadeloupe n°143 – Décembre 2020

Martinique

[L'indice des prix à la consommation en Martinique](#)

[En octobre 2020](#), les prix continuent leur baisse en Martinique (-0,3 %). Les prix des produits manufacturés et ceux de l'énergie diminuent (respectivement - 1,3 % et - 0,7 %). Ces baisses sont en partie annulées par la hausse des prix de l'alimentation (+0,5 %) et des prix des services (+0,1 %). Par rapport à octobre 2019, les prix à la consommation diminuent de 0,3 % en Martinique.

Source : Insee Flash Martinique n°142 – Novembre 2020

Guyane

[L'indice des prix à la consommation en Guyane](#)

En Guyane, les prix augmentent légèrement de 0,3 % entre octobre et [novembre 2020](#). Cette hausse des prix à la consommation est imputable à celles des services (+0,6 %), de l'énergie (+0,3 %) et des produits manufacturés (+0,1 %), les prix de l'alimentation étant stables. L'inflation annuelle des prix à la consommation sur le territoire est de +0,4 %, entre novembre 2019 et novembre 2020.

Source : Insee Flash Guyane n°132 – Décembre 2020

La Réunion

[L'indice des prix à la consommation à La Réunion](#)

[En novembre 2020](#), les prix à la consommation augmentent de 0,2 % à La Réunion. La hausse des prix des produits manufacturés – notamment des vêtements et des meubles – s'accompagne de la hausse des prix des fruits frais en entrée de saison. À l'inverse, le recul des tarifs des transports aériens se poursuit. Les prix des boissons et des légumes frais baissent également. Sur un an, les prix baissent de 1,0 % à La Réunion alors qu'ils augmentent de 0,2 % en France hors Mayotte.

Source : Insee Flash Réunion n°190 – Décembre 2020

Mayotte

[L'indice des prix à la consommation à Mayotte](#)

[En novembre 2020](#), les prix augmentent de 0,1 % à Mayotte, du fait de la hausse des prix de l'énergie et des tarifs aériens. En revanche, les prix de l'alimentaire et des produits manufacturés baissent. Sur les douze derniers mois, les prix augmentent de 1,0 % à Mayotte et de 0,2 % ailleurs en France.

Source : Insee Flash Mayotte n°114 – Décembre 2020

Polynésie française

[L'indice des prix à la consommation en Polynésie française](#)

[En novembre 2020](#), l'indice des prix à la consommation baisse de 0,4 % et s'établit à 98,75, essentiellement en raison de la baisse des prix de 1,6 % dans la division « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et de 0,2 % dans la division « Transports ». Sur douze mois, l'indice général des prix à la consommation baisse de 0,9 %.

Source : ISPF, Points conjoncture n°12 – Décembre 2020

Nouvelle-Calédonie

[L'indice des prix à la consommation en Nouvelle-Calédonie](#)

[En novembre 2020](#), l'indice des prix à la consommation hors tabac et l'indice général croissent de 0,2 % après s'être stabilisés au mois précédent. L'augmentation des prix de l'alimentation (+ 1,2 %) n'est que partiellement compensée par la diminution des prix de l'énergie (- 0,7 %) et des produits manufacturés (- 0,2 %). Les services se maintiennent (+ 0,1 %) ce mois-ci et le tabac reste stable. En glissement annuel, l'indice général avec ou hors tabac diminue de 0,7 %.

Source : Isee, Conjoncture - Décembre 2020

Wallis-et-Futuna

[L'indice des prix à la consommation à Wallis-et-Futuna](#)

[Au troisième trimestre 2020](#), l'indice d'ensemble des prix à la consommation enregistre une variation trimestrielle de -0,71 %. Sur les douze derniers mois, les prix sont en baisse de -0,2 %.

Source : STSEE - Novembre 2020

Saint-Pierre et Miquelon

[L'indice des prix à la consommation à Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

[Au cours du premier semestre 2020](#), le niveau général des prix à la consommation des ménages de Saint-Pierre et Miquelon a augmenté de 1.11 % (+1.11 % hors tabac), contre 1.08 % (+1.10 % hors tabac) au premier semestre 2019.

Source : Préfecture de Saint-Pierre et Miquelon - Juillet 2020

4.13. Activité productrice et démographie des entreprises

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Créations d'entreprises et d'établissements au cours de l'année 2019](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee - Bases de données : REE fichiers détail - Février 2020

[Les stocks d'unités légales et des établissements au 31 décembre 2018 - données définitives](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee - Bases de données : REE fichiers détail - Septembre 2020

Guadeloupe

[2,7 milliards de richesse dégagée par les entreprises, dont un tiers dans le commerce](#)

En 2017, les entreprises guadeloupéennes dégagent une valeur ajoutée de 2,7 milliards d'euros pour un chiffre d'affaires de 11,1 milliards d'euros. La valeur ajoutée des entreprises couvre 41 % de la richesse totale produite en Guadeloupe, soit une contribution supérieure aux administrations (33 %) et aux ménages (20 %). Le commerce contribue largement à ce résultat, avec près d'un tiers de la richesse créée (31 %), suivi des activités scientifiques et techniques, services administratifs et de soutien aux entreprises (18 %).

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°41 – Avril 2020

[Sept entreprises sur dix font appel à des sous-traitants en 2016](#)

En 2016, 71 % des entreprises guadeloupéennes des secteurs marchands ont eu recours à la sous-traitance, pour un montant de 633 millions d'euros. Cette pratique concerne toutes les entreprises quels que soient leur taille et leur secteur d'activité.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°35 – Mars 2019

Martinique

[3,3 milliards de richesse dégagée par les entreprises, dont un quart dans le commerce](#)

En 2017, la valeur ajoutée dégagée par les entreprises marchandes martiniquaises atteint 3,3 milliards d'euros, pour un chiffre d'affaires de 12,3 milliards d'euros. Le secteur du commerce contribue pour un quart à la richesse totale créée dans le département. L'investissement, largement porté par les activités immobilières et, plus récemment par l'énergie, est concentré sur quelques entreprises. Le taux de marge réalisé dans les activités de services administratifs et de soutien est plus élevé qu'au niveau national.

Source : Insee Analyses Martinique n°37 – Avril 2020

[Sept entreprises sur dix font appel à des sous-traitants en 2016](#)

En 2016, 69 % des entreprises martiniquaises des secteurs marchands ont eu recours à la sous-traitance, pour un montant de 617 millions d'euros. Cette pratique concerne toutes les entreprises quels que soient leur taille et leur secteur d'activité.

Source : Insee Analyses Martinique n°31 – Mars 2019

Guyane

[Les entreprises guyanaises génèrent 1,2 milliard d'euros de richesse en 2017](#)

En 2017, la valeur ajoutée dégagée par les entreprises marchandes guyanaises atteint 1,2 milliard d'euros, pour un chiffre d'affaires de 4,4 milliards d'euros. En dépit du mouvement social de mars-avril, le secteur commercial reste bien orienté, avec une

valeur ajoutée stable par rapport à 2016. Il contribue pour un quart à la richesse totale générée dans la région. L'investissement, largement porté par les activités immobilières, s'élève à 342 millions d'euros.

Source : Insee Analyses Guyane n°45 – Avril 2020

[Des dynamiques différentes pour des activités complémentaires](#)

Liés par le programme spatial français et européen depuis les années 1960, la Guyane et le Grand Sud-Ouest de la France présentent des différences très fortes en termes de population, de formation et d'emploi. Si l'empreinte économique du spatial dans chaque territoire est différente, les deux régions s'inscrivent dans une complémentarité des emplois et des métiers. Alors que le Grand Sud-Ouest prend en charge les activités de conception et de fabrication, la Guyane est tournée majoritairement vers la maintenance industrielle liée à l'activité des lancements.

Source : Insee Flash Guyane n°123 – Février 2020

[Sept entreprises sur dix font appel à des sous-traitants en 2016](#)

En 2016, 69 % des entreprises guyanaises des secteurs marchands ont eu recours à la sous-traitance, pour un montant de 292 millions d'euros, en baisse de 5 % par rapport à 2015. Cette pratique concerne toutes les entreprises quels que soient leur taille et leur secteur d'activité.

Source : Insee Analyses Guyane n°37 – Mars 2019

La Réunion

[Les entreprises réunionnaises dégagent 7,4 milliards d'euros de valeur ajoutée](#)

En 2017, la valeur ajoutée dégagée par les entreprises marchandes réunionnaises est de 7,4 milliards d'euros, pour un chiffre d'affaires de 25,3 milliards d'euros. L'investissement, largement porté par les activités immobilières, s'élève à 2 milliards d'euros. Il est concentré sur quelques entreprises, puisque 5 % des entreprises hors micro-entreprises réalisent 94 % de l'investissement.

Source : Insee Flash Réunion n° 163 – Octobre 2019

[Sept entreprises sur dix toujours en activité à La Réunion](#)

À La Réunion, 68 % des entreprises créées en 2014 sont toujours en activité trois ans après. Grâce notamment à un contexte économique plus favorable, ces entreprises ont mieux résisté que celles créées en 2010. Pour autant, les entreprises réunionnaises restent plus fragiles qu'au niveau national. Les sociétés, qui comptent davantage d'anciens indépendants et chefs d'entreprises parmi leurs créateurs, résistent mieux que les entreprises individuelles.

Source : Insee Flash Réunion n°161 – Septembre 2019

Mayotte

[Des créateurs plutôt âgés et diplômés, mais peu expérimentés](#)

Depuis 2011, la création d'entreprises est dynamique à Mayotte. Les créateurs d'entreprises sont plus souvent des femmes à Mayotte (37 % contre 29 % en France). Un créateur sur dix est de nationalité étrangère, ce qui est peu au regard de la population étrangère à Mayotte. Les créateurs d'entreprises sont moins diplômés en moyenne qu'au niveau national, mais nettement plus que la population en âge de travailler. Bien qu'un peu plus âgés qu'ailleurs, ils ont généralement moins d'expérience dans le secteur d'activité de leur entreprise.

Source : Insee Flash Mayotte n°110 – Octobre 2020

[Le cap des 1 000 entreprises créées franchi en 2019](#)

En 2019, les créations d'entreprises augmentent fortement, après une année 2018 où elles avaient pâti du mouvement social de début d'année : 1 020 entreprises ont été créées à Mayotte, soit 10 % de plus que le précédent point haut de 2017. Les créations d'entreprises retrouvent leur niveau de 2017 dans le commerce. Elles sont aussi très dynamiques dans l'industrie et la construction.

Source : Insee Flash Mayotte n°103 – Janvier 2020

[Les entreprises formelles génèrent 587 millions d'euros de richesse](#)

En 2017, la valeur ajoutée dégagée par les entreprises marchandes mahoraises est de 587 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 1,79 milliard d'euros. Elles emploient 12 450 salariés en équivalent temps plein. Leur investissement s'élève à 124 millions d'euros. Entre 2016 et 2017, la valeur ajoutée des entreprises augmente de 12 %, mais celle-ci ne progresse que pour 55 % des entreprises mahoraises.

Source : Insee Flash Mayotte n°96 – Novembre 2019

[De nombreuses entreprises informelles pour peu de richesse créée](#)

En 2015, à Mayotte, les entreprises informelles représentent les deux tiers des entreprises marchandes. Mais elles ne génèrent que 9 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises, soit 54 millions d'euros. Elles investissent peu et leur productivité est faible.

Source : Insee Analyses Mayotte n°16 – Février 2018

Nouvelle-Calédonie

[La démographie des entreprises](#)

Tableaux sur la démographie des entreprises du secteur marchand de 1995 à 2020.

Source : Isee, séries statistiques – 2020

Polynésie française

[Les entreprises polynésiennes en 2018](#)

En 2018, le nombre de création d'entreprises nouvelles dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce et des services (ICS), augmente de 8 % par rapport à 2017. Le stock total d'entreprises actives progresse de 5 %. Cette hausse concerne tous les secteurs d'activité, notamment l'industrie ; le secteur tertiaire est par définition celui qui compte le plus de créations. Neuf entreprises sur dix se créent sous forme individuelle.

Source : ISPF, Points Forts Études et Bilans n°1191 – Décembre 2019

4.14. Recherche et développement

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Bilan de la Fête de la science](#)

Depuis près de 30 ans, le MESRI organise annuellement, avec la contribution de plus de mille porteurs de projet, plus de 3 000 événements au cours de sa traditionnelle Fête de la science. Ces événements, coordonnés aux échelles nationales, régionales et départementales, sont mis en œuvre en partenariat avec 7 000 structures scientifiques, culturelles et institutionnelles.

Voir tableaux et graphiques

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

Source : Mesri – Sies, Note d'information n°20-12 – Septembre 2020

[L'innovation et la recherche et développement dans les Outre-mer](#)

Depuis plusieurs années, les politiques de développement économique mises en place dans les Outre-mer présentent la recherche et l'innovation comme des éléments clés pour accroître la compétitivité de ces territoires. Toutefois, malgré un ensemble de dispositifs de soutien à l'innovation et en dépit d'une hausse marquée ces 20 dernières années, les dépenses intérieures de recherche et développement (R&D) rapportées au PIB, restent relativement faibles dans les Outre-mer, comparativement aux autres régions hexagonales.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : IEDOM, Études thématiques n°597 – Janvier 2020

[Collectivités territoriales : budget R&T \(recherche et transfert de technologie\) de 2003 à 2017](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie

Source : Mesri-Sies – Janvier 2020

[Open data de l'enseignement supérieur, recherche et innovation](#)

100 jeux de données avec une recherche par mots clés

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Saint-Martin, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie*

***Source :** Mesri - Sies - 2020*

4.15. Tourisme

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Tourisme en 2020](#)

Hébergements touristiques – Résultats pour toutes les communes, départements, régions, intercommunalités...

***Territoires :** Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion*

***Source :** Insee, Chiffres détaillés – Avril 2020*

La Réunion

[Forte croissance des emplois touristiques entre 2011 et 2018](#)

Entre 2011 et 2018, à La Réunion, l'emploi dans les activités liées au tourisme augmente fortement (+37 %), soit une croissance 2,3 fois supérieure à celle de l'emploi total. Ces activités liées au tourisme emploient 13 500 personnes en 2018, soit 4,6 % de l'emploi total. Les non-salariés occupent 20 % des emplois touristiques, contre 12 % de l'ensemble des emplois. Leur nombre a d'ailleurs augmenté plus fortement entre 2011 et 2018 que celui des salariés.

***Source :** Insee Analyses Réunion n°52 – Décembre 2020*

Mayotte

[Rebond de la fréquentation touristique en 2019](#)

En 2019, avec 65 500 visiteurs, la fréquentation touristique progresse de 16 % à Mayotte, après une année 2018 en net repli (-9 %). La fréquentation touristique atteint ainsi un niveau inédit. Les deux tiers des touristes viennent pour rendre visite à de la famille ou des amis. Ce tourisme dit affinitaire augmente fortement (+21 %). En 2019, 11 000 touristes viennent pour visiter Mayotte (17 % des touristes). Ce tourisme dit d'agrément augmente de 8 % après avoir stagné en 2018.

***Source :** Insee Analyses Mayotte n°27 – Août 2020*

Polynésie française

[Fréquentation hôtelière et Tableau de bord du tourisme](#)

En [2019](#), la Polynésie française a accueilli 236 642 touristes, soit une hausse de 9,4 % par rapport à l'année précédente. La hausse de fréquentation s'observe sur tous les types d'hébergements qu'ils soient terrestres (+11 %) ou flottants (+3,7 %). L'Amérique du Nord et la France portent la croissance touristique de cette année avec l'Europe dans une moindre mesure ; la région Pacifique et l'Asie se contractent.

Source : ISPF, Points conjoncture n°34 – Avril 2020

[Bilan tourisme 2018](#)

En 2018, la Polynésie française a accueilli 216 268 touristes, soit une hausse de 8,7 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse profite essentiellement à l'hébergement marchand mais concerne aussi le tourisme affinitaire. L'hébergement flottant est le plus gros contributeur à la croissance globale pour 5 points. Les marchés américain et français sont les deux premiers marchés touristiques en 2018, les autres marchés sont en retrait.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1196 – Avril 2020

[Polynésie française : le tourisme terrestre génère 50 milliards de F.CFP de recettes](#)

Les touristes internationaux ont rapporté, en 2018, 65 milliards de F.CFP à la Polynésie française. Le tourisme terrestre représente 80 % de la fréquentation touristique et génère les trois quarts de la recette totale, soit 50 milliards de F. CFP, le quart restant est dépensé par les touristes en croisière intra-polynésienne.

Source : ISPF, Points Études et Bilans n°1194 – Janvier 2020

Nouvelle-Calédonie

[Principales données sur le tourisme](#)

Conjoncture et synthèse annuelle concernant le tourisme

Source : Isee – 2020

[Le cap des 120 000 touristes est confirmé en 2018](#)

En 2018, 120 340 touristes sont arrivés à l'aéroport international de la Tontouta, soit un nombre globalement stable par rapport à 2017 (-0,3 %). Le niveau de fréquentation reste élevé pour le territoire et le cap des 120 000 arrivées annuelles est confirmé pour la deuxième année consécutive.

Source : Isee, synthèse annuelle – juillet 2019

4.16. Énergie

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Bilans énergétiques des départements d'outre-mer de 2013 à 2018](#)

Présentation des données des bilans énergétiques de chacun des cinq DOM (Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique et Mayotte), de 2013 à 2018. Ces bilans énergétiques physiques détaillent la production et la consommation d'énergie, toutes énergies confondues, et ont été élaborés suivant la méthodologie internationale définie par l'Agence internationale de l'énergie et Eurostat.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Juillet 2020

[Chiffres clés des énergies renouvelables - Édition 2020](#)

En croissance régulière depuis plusieurs années, les énergies renouvelables représentent 11,7 % de la consommation d'énergie primaire et 17,2 % de la consommation finale brute d'énergie en France en 2019. Parallèlement, leur poids dans l'économie française s'est accru : elles sont ainsi à l'origine, en 2017, de 8 Md€ d'investissement et de 60 000 emplois en équivalent temps plein.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Juillet 2020

Guadeloupe

[Chiffre-clés de l'énergie 2018](#)

L'augmentation des consommations d'énergie amorcée en 2015 se confirme en 2018 (+0.6 %). Cette évolution des consommations cache une grande disparité selon les types de sources d'énergie consommées : le domaine des transports progresse en moyenne (+2 %), alors que le domaine de l'électricité diminue (-3 %), en particulier en raison de politiques de maîtrise de l'énergie renforcées qui portent leurs fruits.

Source : OREC Guadeloupe – Édition 2019

La Réunion

[Bilan énergétique 2018 de l'île de La Réunion](#)

Source : Observatoire Énergie Réunion – Édition 2019

Wallis-et-Futuna

[L'eau, l'électricité et les hydrocarbures](#)

Source : STSEE, Statistiques diverses - 2019

Polynésie française

[Les dépenses en énergie des ménages polynésiens](#)

En 2015, les dépenses des ménages en énergie domestique se sont élevées à 11,7 milliards de francs, soit en moyenne 163 000 F. CFP par an et par ménage. La part de budget est légèrement moindre que celle (4,7 %) observée en 2000 (5,3 %). L'électricité constitue 84 % des dépenses en énergie domestique.

Source : ISPF, Points forts Études n°8 – Janvier 2019

4.17. Environnement – développement durable

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[L'environnement en France, Rapport sur l'état de l'environnement – Données et ressources](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : Commissariat général au développement durable, SDES

[Indicateurs de l'Observatoire national de la biodiversité](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : Observatoire national de la biodiversité

[Chiffres clés des énergies renouvelables - Édition 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Juillet 2020

[Bilan de la qualité de l'air extérieur en France en 2019](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : SDES – Septembre 2020

[Biodiversité. Les chiffres clés](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie

Source : SDES, Agence française pour la biodiversité, Observatoire naturel de la biodiversité – Décembre 2018

[Indicateurs territoriaux de développement durable](#)

Les données des indicateurs territoriaux correspondant aux 17 objectifs de développement durable sont mises à disposition dans sept bases de données, chacune pour un niveau géographique : communes, départements,

régions, province de France métropolitaine, France métropolitaine, France hors Mayotte et France entière.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Insee/SDES – Décembre 2020

Guadeloupe

[L'État de l'Environnement en Guadeloupe](#)

Source : DEAL Guadeloupe, Actualités : chiffres-clé 2018 – Décembre 2019

4.18. Transports

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Mémento de statistiques des transports 2019](#)

Le mémento des transports est publié chaque année. Il permet d'accéder aux données du domaine des transports sous forme de séries longues, à partir de 1980, et de tableaux annuels pour les années les plus récentes. L'essentiel des statistiques sur les transports de marchandises et de voyageurs (entreprises, infrastructures, matériels, trafics et transports, formation, sécurité) sont détaillées ici.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : SDES – Décembre 2020

[Les taxis et VTC en 2017-2018](#)

Fin 2018, il est estimé que le transport public particulier de personnes (T3P) représente plus de 102 000 véhicules (contre 84 400 fin 2017). Les taxis sont majoritaires, avec une part de 58 %, fin 2018. Les inscriptions au registre des VTC ont connu une forte accélération fin 2017 et début 2018, suite à l'application de la loi Grandguillaume. Au total, ce sont près de 30 000 véhicules qui ont été inscrits sur ce registre en 2017 et 2018.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : Observatoire national des transports publics particuliers de personnes – Janvier 2020

[38,2 millions de voitures en circulation en France](#)

Au 1er janvier 2020, 38,2 millions de voitures sont en circulation en France. Elles ont un âge moyen de 10,2 ans. La part des voitures diesel dans le parc (58,7 %) diminue, mais reste majoritaire. Les motorisations dites « alternatives » représentent 2,3 % du parc. Plus du tiers des voitures en circulation est éligible à la vignette Crit'air2.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte
Source : SDES – Septembre 2020

[Données sur le parc des véhicules au 1er janvier 2019](#)

Les données concernent les voitures particulières, les autobus et autocars, les camionnettes, les camions, les tracteurs routiers, les remorques, les semi-remorques et les véhicules automoteurs spécialisés. Un chapitre est consacré aux départements d'outre-mer.

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion

Source : SDES – Avril 2019

[Immatriculations de véhicules neufs en 2019](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte

Source : Insee : Chiffres-clés – Février 2020

[Résultats d'activité des aéroports français en 2019](#)

Les aéroports d'Outre-mer affichent cette année encore une croissance plus faible que les aéroports métropolitains. Les aéroports de Saint-Barthélemy (+31.2 %) et de Saint-Martin Grand Case (+7.2 %) affichent des fortes hausses de trafic, suite aux mauvais résultats de 2018 liés au passage de l'ouragan Irma. Ce sont les aéroports ultramarins de la région de l'Océan Pacifique qui affichent la meilleure croissance (+5.0 %), suivis des aéroports ultramarins des Caraïbes (+3.6 %) et des aéroports ultramarins de l'Océan Indien (+0.5 %).

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna

Source : Union des aéroports français – mise à jour 2020

Guadeloupe

[Bilan 2016-2019](#)

Ce numéro retrace le bilan des années 2016 à 2019 en matière de transports terrestres, maritimes et aériens et de mobilité. Cette période est marquée par une nouvelle répartition des compétences transport avec la loi de 2015 portant sur la Nouvelle Organisation territoriale de la République (NOTRe) portant ainsi à six le nombre d'autorités organisatrices de la mobilité (AOM).

Source : Observatoire Régional du transport, Chiffres & Analyses n°13 – Mars 2020

Guyane

[Le trafic portuaire : +0,68 % en 2018](#)

L'année se termine sur une hausse de 0,68 % par rapport à 2016, année de référence pour les professionnels. L'activité fut intense sur le port, avec une augmentation pour toutes les catégories de fret, sauf pour les vracs liquides (-14,03 %).

Source : Grand port maritime de Guyane – Août 2020

La Réunion

[Des activités maritimes en développement - Le complexe industrialo-portuaire de La Réunion entre 2012 et 2016](#)

En 2016, le complexe portuaire de La Réunion génère 4 820 emplois, dont un peu plus de la moitié dans le domaine maritime. Les trois quarts des salariés travaillent sur la commune du Port. Entre 2012 et 2016, l'activité de transbordement s'est fortement développée, du fait d'investissements réalisés dans le cadre du projet stratégique du port. Le trafic maritime a ainsi progressé de 29 %.

Source : Insee Analyses Réunion n°43 - Août 2019

Nouvelle-Calédonie

[Chiffres-clés du secteur transport](#)

Indicateurs, données historiques, transport de marchandises et de voyageurs.

Source : Isee - 2019

Wallis-et-Futuna

[Statistiques diverses](#) - Trafic maritime, Trafics aériens (international et domestique), Hydrocarbures.

Source : STSEE - juillet 2019

4.19. Agriculture

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Graph'Agri 2020 – départements d'outre-mer](#)

La publication présente, au travers d'une succession de thèmes (utilisation du territoire, exploitations, emploi, résultats économiques, entreprises, commerce extérieur), une synthèse des dernières informations disponibles. Proposée sous forme de tableaux, graphiques et cartes, elle est accompagnée de commentaires facilitant la lecture.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : Graph'Agri 2020 – Décembre 2020

Guadeloupe

[Mémento agricole 2019](#)

L'édition 2019 du Mémento vous présente comme chaque année les chiffres clés de l'agriculture dans la région.

Source : SSP, Agreste Guadeloupe - Février 2020

[RICA 2017 : un revenu moyen touché par le cyclone Maria](#)

Le réseau d'Information Comptable Agricole est une enquête statistique annuelle qui s'intéresse aux résultats économiques des exploitations agricoles. Cette publication présente les résultats de l'exercice comptable 2017.

Territoires : Guadeloupe

Source : SSP, Agreste Guadeloupe – Janvier 2020

[L'agriculture se relève après Maria](#)

L'ouragan Maria de catégorie 5 a dévasté le sud de la Guadeloupe et a impacté l'ensemble de l'archipel dans la nuit du 18 septembre 2017. Les traces s'effacent progressivement, et l'année 2018 a été une année de mobilisation pour remettre les bananeraies en production, préserver la campagne de canne et remettre en culture les productions maraîchères.

Source : SSP, Agreste Guadeloupe – Mai 2019

Martinique

[Mémento agricole 2019](#)

L'édition 2019 du Memento vous présente comme chaque année les chiffres clés de l'agriculture dans la région.

Source : SSP, Agreste Martinique – Janvier 2020

Guyane

[Mémento agricole 2020](#)

Le Mémento agricole statistique est diffusé annuellement. Il rassemble sous forme de panorama, en 17 domaines, l'essentiel des données chiffrées du monde agricole guyanais.

Source : SSP, Agreste Guyane – Novembre 2020

[Élevage bovin : un processus de concentration](#)

Le cheptel bovin de 18 000 têtes en 2017 assure 1/4 des besoins alimentaires de la région. La moitié de la production est réalisée par 4 % des éleveurs. L'activité d'élevage est exclusivement tournée vers la production de viande. D'une part les capacités d'abattage ont augmenté de 60 % en sept ans et, d'autre part, un processus de spécialisation et de professionnalisation a modifié le nombre d'éleveurs ainsi que la taille des troupeaux. Ainsi, les grandes exploitations ont crû en nombre (+30 %) et en cheptel (+45 %). La taille moyenne des troupeaux est passée de 44 à 63 têtes.

Source : SSP, Agreste Guyane – Septembre 2019

La Réunion

[Mémento agricole 2020](#)

L'édition 2020 du Mémento présente comme chaque année les chiffres clés de l'agriculture dans la région.

Source : SSP, Agreste La Réunion – Novembre 2020

[L'agriculture réunionnaise : présentation par filière](#)

Chaque fiche-filière est une synthèse comportant un bref historique, les acteurs de la filière, les chiffres-clés de production, quelques repères sur les données économiques et le marché.

Source : SSP, Agreste La Réunion – Août 2019

Mayotte

[Mémento agricole](#)

L'édition 2018 du Mémento vous présente comme chaque année les chiffres clés de l'agriculture dans la région.

Source : SSP, Agreste Mayotte – Décembre 2018

4.20. Finances publiques locales

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Les finances des groupements de communes à fiscalité propre en 2018](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Juillet 2020

[Rapport pour l'OFGL, édition 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon

Source : SSM de la DGCL – Juillet 2020

[Les collectivités locales en chiffres 2020](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte

Source : SSM de la DGCL – Juillet 2020

[Les finances des communes en 2018](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte (Tableaux T5)

Source : SSM de la DGCL – Mars 2020

[Les finances des départements en 2018](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte
Source : SSM de la DGCL – Janvier 2020

[Les finances des régions en 2018](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte
Source : SSM de la DGCL – Janvier 2020

[Guide statistique de la fiscalité directe locale 2018](#)

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte
Source : SSM de la DGCL – Janvier 2020

[Les comptes consolidés des collectivités locales : quelles disparités régionales ?](#)

Entre 2014 et 2018, la situation financière des collectivités locales s'est homogénéisée d'une région à l'autre. Par exemple, l'épargne brute des collectivités a augmenté dans les régions où elle était faible en 2014 et diminué dans les régions où elle était forte. Pour l'endettement, la façon de financer l'investissement des collectivités reste en revanche très différente d'une région à l'autre et il n'y a pas de tendance à l'homogénéisation.

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte
Source : DGCL, Bis n°139 – Novembre 2019

4.21. Commerce extérieur

Publications, données concernant plusieurs DOM ou COM

[Le chiffre du commerce extérieur](#)

Données régionales

Territoires : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte
Source : DSECE – Direction générale des Douanes et droits indirects – 2020

La Réunion

[Bilan des importations 2010-2019 - Produits agricoles](#)

L'analyse des statistiques d'importations de l'année 2019 montre une évolution contrastée selon les catégories de produits agricoles. On constate globalement moins d'importations de fruits et légumes.

À l'inverse, le marché des viandes a davantage fait appel aux origines extérieures.

Source : SSP, Agreste La Réunion – Avril 2020

Polynésie française

[Évolution mensuelle du commerce extérieur](#)

Sur le premier semestre 2020, les importations civiles baissent de 20 % en valeur et les exportations locales de 58 %. L'épidémie de Covid-19 en Polynésie française a pour le moment eu peu d'impact sur la valeur des importations, les commandes internationales par bateau étant souvent réalisées trois mois avant leur réception. En revanche, l'arrêt des liaisons aériennes commerciales de fin mars à fin juin a davantage pénalisé les exportations, notamment celles des perles, poissons et vanille.

Source : ISPF, Points conjoncture n°1216 – Août 2020

Nouvelle-Calédonie

[Hausse singulière des exportations de carbonate de calcium et d'oxyde de nickels](#)

Au 1er trimestre 2020, les exportations sont estimées à 46,2 milliards de F. CFP, en augmentation de 24 %, soit 9 milliards de francs de recettes supplémentaires, par rapport au premier trimestre de l'an dernier. Les exportations de nickel en hausse de 20 % en un an sont portées par un regain des ventes de produits raffinés d'oxyde de nickel (NiO) et de carbonate de calcium (CoCO₃).

Source : Isee – Avril 2020

[Les données : tableaux et séries statistiques](#)

Importations, exportations, balance commerciale, recettes douanières, principaux partenaires commerciaux...

Source : Isee – 2020

Wallis-et-Futuna

[Importations 2018](#)

Source : STSEE, statistiques douanières – 2019

Saint-Pierre-et-Miquelon

[Importations et exportations mensuelles depuis 2009](#)

Source : Service des douanes de Saint-Pierre et Miquelon – 2020

4.22. Comptabilité régionale

Guadeloupe

[L'activité redémarre en 2014 après la crise économique et sociale de 2009](#)

La crise économique mondiale initiée en 2007 et la crise sociale locale de 2009 sont incontestablement les événements les plus marquants de la période 2000-2018 avec une chute brutale de la croissance guadeloupéenne à -6,7 % en 2009. Dans ce contexte économique, les ménages ont ralenti leurs dépenses de consommation au profit de l'investissement, notamment immobilier. Les entreprises ont choisi de sécuriser leur activité. Il faudra attendre 2014 pour retrouver une reprise de l'activité en termes d'investissement, d'emplois et de créations d'entreprises.

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°45 – Novembre 2020

[Comptes économiques de la Guadeloupe : en 2019, la croissance ralentit](#)

En 2019, la croissance économique de la Guadeloupe s'élève à +0,6 % après +2,2 % en 2018 et devient inférieure à la dynamique nationale (+1,5 %). Le rythme en Martinique (+1,4 %) est plus favorable. La consommation des ménages progresse de 2,2 % malgré la diminution de la population et assume son rôle moteur dans la croissance économique, contrairement aux dépenses publiques qui se contractent de 2,3 %. Les investissements progressent mais à un rythme moins important que l'année précédente (+2,7 %, après +7,2 % en 2018).

Source : Insee Analyses Guadeloupe n°44 – Octobre 2020

Martinique

[Comptes économiques de la Martinique : investissement et tourisme portent la croissance](#)

En 2019, la croissance économique de la Martinique atteint +1,4 % après +0,9 % en 2018 et continue de se rapprocher de la dynamique nationale (+1,5 %). Le rythme est plus élevé qu'en Guadeloupe (+0,3 %) qui profite d'un contexte démographique favorable. Les investissements poursuivent leur progression et apportent 0,9 point de croissance.

Source : Insee Analyses Martinique n° 41 – Octobre 2020

Guyane

[Comptes économiques de la Guyane : la consommation des ménages porte la croissance](#)

La croissance économique de la Guyane s'établit à +4,1 % en 2019 après +2,8 % en 2018 et dépasse la dynamique nationale (+1,5 %). Bénéficiant d'un contexte démographique plus vigoureux, la Guyane affiche une progression supérieure à la Guadeloupe (+0,6 %) et à la Martinique (+1,4 %).

Source : Insee Analyses Guyane n°47 – Octobre 2020

La Réunion

[Comptes économiques rapides de La Réunion en 2019 - La croissance se redresse légèrement](#)

En 2019, la croissance se redresse légèrement à La Réunion : la progression du PIB en volume est de +2,2 % après le décrochage de 2018 (+1,7 %). La consommation des ménages constitue le principal moteur de cette croissance après un fort ralentissement en 2018. La consommation des administrations et l'investissement se redressent également. En revanche, conséquence d'une consommation et d'un investissement dynamiques, la hausse des importations pèse négativement sur la croissance.

Source : Cerom, Les comptes économiques de La Réunion en 2019 – Juin 2020

[Comptes économiques définitifs de La Réunion de 1996 à 2016](#)

Tous les ans une description globale et détaillée de l'économie réunionnaise. Cette description porte sur les ressources et emplois de biens et de services, l'activité des branches ainsi que les comptes des secteurs institutionnels.

Source : Insee – Chiffres détaillés – Août 2020

Mayotte

[Coup de frein sur la croissance en 2018](#)

En 2018, le produit intérieur brut (PIB) de Mayotte augmente de 3,2 % en valeur, soit deux à trois fois moins rapidement que les années précédentes. L'année 2018 a en effet été marquée par des mouvements sociaux de grande ampleur qui ont paralysé l'ensemble de l'activité économique durant plusieurs semaines. Le PIB par habitant recule pour la première fois depuis 2009.

Source : Insee Flash Mayotte n°113 – Décembre 2020

[L'économie de Mayotte en 2019](#)

Faisant suite à un exercice 2018 marqué par les mouvements sociaux du début d'année, l'économie de Mayotte en 2019 s'est inscrite dans la continuité des actions mises en œuvre pour relancer l'activité après la crise sociale. Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA), en repli en début d'année, s'est positionné favorablement aux 2^e et 3^e trimestres avant un nouveau recul en fin d'année.

Source : IEDOM, Conjoncture économique n°609 – Avril 2020

Polynésie française

[Les comptes économiques de la Polynésie française en 2019](#)

En 2019, le PIB progresse en volume de 2,7 %. La consommation des ménages et les investissements, privés ou publics, sont les principaux moteurs de la croissance. Le revenu du travail augmente avec l'amélioration du marché du travail. La masse salariale comme le revenu disponible brut des ménages sont en hausse. Cette évolution,

conjuguée à la baisse des prix à la consommation, renforce le pouvoir d'achat des ménages dont la consommation progresse de 2,4 % en volume.

Source : Cerom, Les comptes économiques rapides 2019 – Août 2020

Nouvelle-Calédonie

[Le régime de croissance ralentie s'installe](#)

En 2018, la Nouvelle-Calédonie enregistre un nouveau ralentissement de son économie qui croît de 0,6 % en termes réels après +1,1 % en 2017. Les effets-prix et en particulier ceux liés à la vente de nickel sont importants et portent la croissance nominale à +3,7 %, soit une croissance par habitant supérieure à 2 %.

Source : Cerom, Les comptes économiques rapides de Nouvelle-Calédonie – Octobre 2019

Wallis-et-Futuna

[L'économie de Wallis-et-Futuna en 2019](#)

En 2019, l'économie de Wallis-et-Futuna a retrouvé une trajectoire favorable, en amélioration par rapport à la situation en demi-teinte de l'année précédente. Toutefois ce nouvel élan s'amorce dans un climat d'incertitude face au développement de la pandémie de Coronavirus Covid-19 qui perturbe fortement les circuits économiques.

Source : IEOM, Conjoncture économique n°296 – Avril 2020

Saint-Pierre-et-Miquelon

[L'économie de Saint-Pierre-et-Miquelon en 2019](#)

En 2019, les incertitudes autour de l'activité économique de l'archipel se sont en partie dissipées avec une saison estivale particulièrement dynamique. L'activité, morose depuis deux ans, connaît un regain impulsé par un rebond de la consommation, un retour de l'investissement des entreprises et une activité sectorielle dynamique.

Source : IEOM, n°610 – Avril 2020